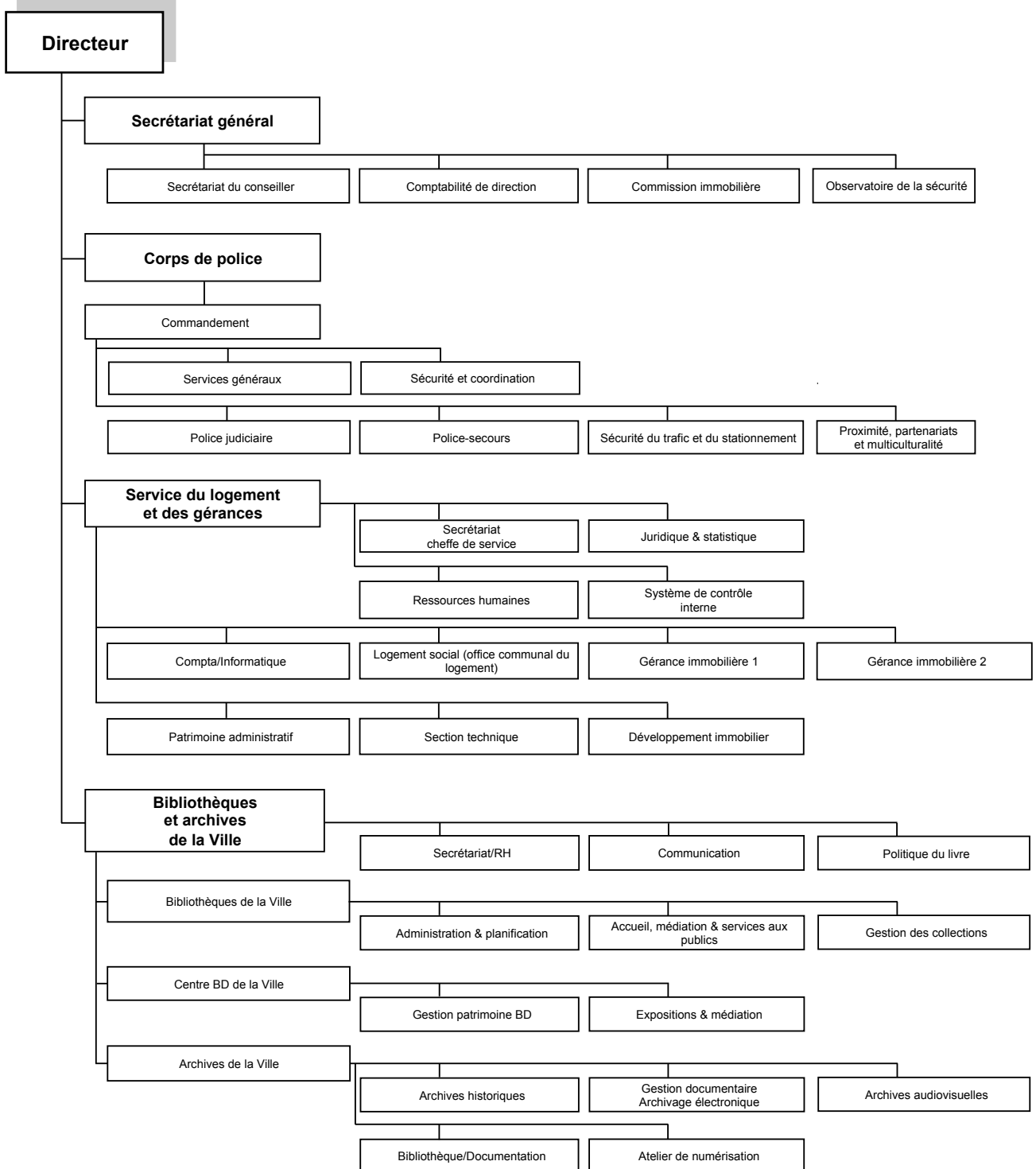


# Direction du logement et de la sécurité publique



## Direction du logement et de la sécurité publique (LSP)

Dans le domaine sécuritaire, l'année 2014 a été marquée par la poursuite du plan d'action et de sécurité publique 2013-2014, en particulier de l'opération Héraclès, la mise sur pied d'une brigade « cambriolages » au sein de la Police judiciaire et une présence policière mieux déployée sur l'ensemble du territoire communal. La baisse des délits constatée en 2013 s'est sensiblement accrue pour atteindre 18.5% (-25% environ sur deux ans). La baisse est particulièrement marquée dans les délits au patrimoine qui avaient fortement augmenté à Lausanne entre 2010 et 2012.

Sous la conduite de l'Observatoire de la sécurité, plusieurs dossiers transversaux importants ont été engagés : la revitalisation de la place de la Riponne notamment à travers des mesures d'occupation de l'espace public, la finalisation du projet de répondants de nuit (patrouilles SIP, pour sécurité, intervention, prévention) dans le cadre de la politique de pacification de la vie nocturne et enfin le démarrage d'une réflexion et d'une consultation sur l'évolution normative et géographique de la prostitution à Sévelin.

Dans le domaine du logement, près de 700 logements ont été mis en chantier en 2014 sur parcelles communales, terrains publics ou dans le cadre de l'opération « 3'000 logements ». Les préavis relatifs à l'attribution des lots aux Plaines-du-Loup et à la révision des règlements communaux applicables au logement social ont été présentés en 2014.

Dans le domaine des bibliothèques et archives, outre la réintégration des locaux de Chauderon en avril 2014 après l'incendie de 2012, le développement de l'offre numérique et de la politique d'animation, l'année a été marquée par l'adoption en septembre 2014 par le Conseil communal de la nouvelle politique du livre. La concrétisation de cette politique du livre, avec la mise en place de la première édition du prix des lecteurs (prix Lilau), la reprise de la gestion du soutien à l'édition et l'engagement de la déléguée à la politique du livre, a permis de conforter l'action culturelle du Service des bibliothèques et archives de la Ville à l'échelle régionale, en cohérence avec le projet de Maison du livre et du patrimoine.

### SECRETARIAT GÉNÉRAL (SGLSP)

#### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

##### Secrétariat du conseiller

- coordination des activités de la direction
- suivi des décisions des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction
- suivi des thèmes transversaux et appui sur les enjeux stratégiques
- gestion du secrétariat du conseiller municipal

##### Comptabilité de direction

- comptabilité des services de la direction
- comptabilité des immeubles de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)

##### Commission immobilière

- gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droits distincts et permanents de superficie, servitudes ainsi que tout autre droit réel restreint)
- valorisation des immeubles du patrimoine financier
- valorisation et conseil de gestion du patrimoine immobilier CPCL
- représentation de la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne

##### Observatoire de la sécurité

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou lié au sentiment de sécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, mendicité, prostitution, etc.)
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité dans le respect des principes du développement durable
- évaluation des politiques publiques réalisées par l'Observatoire sous un angle quantitatif

## EFFECTIF DU PERSONNEL

**Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration Dir. LSP	8.05	8.05	6.50	6.50
Commission immobilière	3.00	2.80	3.00	3.00
Observatoire de la sécurité			1.55	1.55
<b>Total service</b>	<b>11.05</b>	<b>10.85</b>	<b>11.05</b>	<b>11.05</b>

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
<b>Total service</b>	<b>0.00</b>

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Administration Dir. LSP	10	8.05	8	6.50
Commission immobilière	3	2.80	3	3.00
Observatoire de la sécurité			2	1.55
<b>Total service</b>	<b>13</b>	<b>10.85</b>	<b>13</b>	<b>11.05</b>

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
	0	0
<b>Total service</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	0

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	1
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
<b>Total service</b>	<b>1</b>

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

### Commission immobilière (CI)

La Commission immobilière a siégé à quatre reprises en 2014 et a traité 22 affaires.

#### Préavis

La CI a rédigé ou participé à la rédaction en 2014 de cinq préavis présentés au Conseil communal :

- préavis N° 2014/34 (« SC Le Logement Idéal – Prolongation et modification des DDP 7499 et 7500 au chemin de Malley 1 à 5, 7 à 13 et 2 à 10 ») ;
- préavis N° 2014/48 (« Programme 3'000 logements durables – Treize logements écologiques en coopérative d'habitants : un avant goût du quartier des Plaines-du-Loup ») ;
- préavis N° 2014/49 (« Parcelle 5954, propriété de la Première Eglise du Christ Scientiste, av. Sainte-Luce 9 – Modification et radiation servitudes ») ;

- préavis N° 2014/58 (« *Aliénation des parcelles 102, 107 ainsi que de la parcelle 399 nouvellement créée, suite à la division de la parcelle 107 en deux bien-fonds distincts – Ropraz* ») ;
- préavis N° 2014/84 (« *Chemin du Chasseron 6 - Levée de la servitude « Genre et hauteur des constructions ID 007-2000/001332 » grevant la parcelle 1012 du chemin du Chasseron 6 en faveur des parcelles 16 et 17 du chemin de la Vallombreuse 10, propriétés de la Commune de Lausanne* »).

#### Opérations foncières

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2014 figure sous « Préambule – Conseil communal et Municipalité - Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal ».

#### Estimation fiscale

Le délégué et son adjointe ont siégé à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales (impôt foncier communal perçu : 1.5‰).

2009	CHF 760'301'200.- (résultat final)
2010	CHF 812'560'260.- (résultat final)
2011	CHF 764'657'060.- (résultat final)
2012	CHF 713'240'630.- (résultat intermédiaire)
2013	CHF 511'949'800.- (résultat intermédiaire)
2014	CHF 281'656'800.- (résultat intermédiaire)

#### Observatoire de la sécurité

Le thème de la vie nocturne est resté d'actualité, avec notamment les trois dossiers suivants :

1. l'élaboration d'un concept de correspondant-e-s (patrouilles SIP) de nuit qui vise à responsabiliser les noctambules et à réguler les comportements dans l'espace public et vient en complément des mesures réglementaires mises en œuvre en vue de pacifier les nuits lausannoises ;
2. l'organisation de la seconde séance des Etats généraux de la Vie de nuit, dédiée à la présentation des résultats de l'enquête *Nightlife*, a permis de définir le profil des noctambules ainsi que leurs besoins en matière de prévention ;
3. la consolidation des concepts de sécurité établis pour les établissements de nuit et la poursuite de la collaboration initiée avec les clubs dans ce domaine.

L'Observatoire de la sécurité a en outre largement coordonné le projet de revitalisation de la place de la Riponne, lancé au printemps 2014.

La coordination et le suivi de la fermeture des salons de massage de la rue de Genève 85 ainsi que les problèmes de nuisances liés à la prostitution de rue ont constitué un autre axe de travail important. En parallèle, une réflexion a été engagée en vue de proposer une évolution normative et géographique de la zone de prostitution légale et de définir des principes d'action publique ; elle débouchera sur l'élaboration d'un préavis en 2015.

L'adaptation du règlement communal sur la vidéosurveillance de la Ville de Lausanne a permis d'adopter des solutions techniques moins onéreuses grâce à l'abandon du floutage des données personnelles.

Enfin, l'Observatoire a participé à plusieurs débats et formations en relation avec la sécurité et les alcoolisations massives et poursuivi sa collaboration avec le Corps de police, les services de l'administration ainsi que diverses associations et institutions, en vue d'améliorer la sécurité au sens large.

L'Observatoire de la sécurité a piloté la rédaction des rapports-préavis et préavis suivants :

- préavis N° 2014/04 (« *Politique municipale en matière de vidéosurveillance - Modification du règlement communal sur la vidéo surveillance* ») ;
- rapport-préavis N° 2014/79 (« *Politique municipale en matière de prévention et de vie nocturne - Réponses à cinq initiatives et à deux pétitions* ») ;
- rapport-préavis N° 2014/83 (« *Politique de sécurité publique - Réponses à neuf postulats et cinq pétitions* »).

## CORPS DE POLICE (CP)

### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

- assurer la sécurité des personnes et des biens
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics
- veiller au respect des lois, des procédures et des bonnes mœurs
- répondre aux attentes de la population

**Services généraux (SG)**

- gestion administrative et de projets
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes

**Sécurité et coordination (SC)**

- conduite des opérations et coordination avec les partenaires
- gestion de la centrale d'alarme et d'engagement, de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit, des unités spéciales, du groupe d'intervention, de la brigade canine, de la cellule de négociation et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses

**Police judiciaire (PJ)**

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public

**Police-secours (PS)**

- gestion des interventions d'urgence
- maintien d'une présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois

**Sécurité du trafic et stationnement (STS)**

- gestion et prévention des accidents de circulation ; formation et sensibilisation des usagers
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation

**Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)**

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximités
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives

**EFFECTIF DU PERSONNEL****Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Académie de police	8.60	8.40		
Direction dev. & gestion int.	23.25	21.95		
Direction opérationnelle	2.00	1.00		
Logistique & exploitation	42.95	41.55		
Direction CP	11.00	10.10	4.00	3.00
Police Judiciaire	112.30	112.30	115.30	113.30
Police-Secours	155.70	150.50	172.70	177.50
Proximité, parten.et multicult.	55.50	52.70	44.00	39.00
Sécurité coordination	61.50	61.50	75.50	70.50
Sécurité trafic, stationnement	139.00	135.95	139.00	136.25
Services généraux (anc. DDGI)			80.30	77.80
<b>Total service</b>	<b>611.80</b>	<b>595.95</b>	<b>630.80</b>	<b>617.35</b>

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
Total service	+ 19.00

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Direction dev. & gestion int.	25	21.95		
Direction opérationnelle	2	2.00		
Logistique & exploitation	45	41.55		
Académie de police	9	8.40	1	0.60
Direction CP	11	10.10	3	3.00
Police Judiciaire	117	112.30	118	113.30
Police-Secours	153	150.50	180	177.50
Proximité, parten.et multicult.	55	52.70	42	39.00
Sécurité coordination	61	60.50	71	70.50

Sécurité trafic, stationnement	144	135.95	144	136.25
Services généraux (anc. DDGI)			87	77.20
Total service	622	595.95	646	617.35

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s / aspirant-e-s**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
	n	n
Académie de police	37	0
Direction CP	5	4
Direction dév.. & gestion int.	1	0
Services généraux (anc. DDGI)	0	30
Total service	43	34

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	41	25

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	27
Départ à la retraite	12
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	2
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	41

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

La consolidation du plan d'action de sécurité publique 2013-2014, avec notamment le premier train de mesures relatif à la pacification de la vie de nuit, le renforcement de la présence policière en ville et de l'analyse criminelle, ainsi que la mise sur pied de la brigade cambriolages, a permis de confirmer la tendance positive amorcée en 2013. L'année 2014 est marquée par une amélioration de la sécurité publique, qui se traduit par une diminution de 18.5 % des infractions au Code pénal et du nombre d'interventions (-4.2%). La baisse du nombre de constats d'accidents se confirme également (-6.7%).

Les agents ont effectué plus de 45'000 heures de patrouilles pédestres.

Les démarches de résolution de problèmes en partenariat avec les autres services de l'administration, les usagers, les propriétaires et les commerçants se sont intensifiées et ont permis d'améliorer la convivialité de certaines places publiques, comme celles de la Riponne. La Police a été fortement impliquée dans le programme de revitalisation de la place de la Riponne.

Le dispositif mis en place dans le cadre du plan d'action et de sécurité publique a permis de répondre aux problèmes identifiés en 2012.

Au chapitre des événements extraordinaires, relevons la fermeture, en mai 2014, des treize salons de massages dans un immeuble de la rue de Genève, avec dénonciation des gérant-e-s des salons et du propriétaire pour contraventions aux lois sur la prostitution et les constructions.

L'introduction d'un nouvel horaire dit « 4X4 » au sein de la division police-secours et de la centrale d'engagement et d'alarmes se traduit par une amélioration de la santé et de la sécurité au travail. Elle a également permis d'optimiser l'engagement des ressources sur le terrain grâce à la création d'une réserve opérationnelle qui apporte un appui substantiel et permet de mieux absorber les pics d'activité.

Au niveau organisationnel, la Police judiciaire a revu sa structure pour suivre au mieux l'évolution de la criminalité tout en s'adaptant aux spécificités de la procédure pénale avec la création d'une brigade spécialisée dans la lutte contre les cambriolages.

Le Corps de police a pris en charge 42 manifestations d'importance (49 en 2013), dont 16 matches du FC Lausanne-Sport et 12 matches du Lausanne Hockey-Club, ce qui correspond à un engagement de près de 6'200 heures (environ 10'000 en 2013). Au total, toutes manifestations confondues, ce sont 12'000 heures qui ont mobilisé le Corps de police, contre 17'000 heures en 2013.

Le service a participé à la rédaction des préavis présentés ci-dessous :

- rapport-préavis N° 2014/29 (« Réponse au postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand - La Carte et le territoire urbain - pour plus d'efficacité et de transparence face aux délits ») ;
- rapport-préavis N° 2014/79 (« Politique municipale en matière de prévention et de vie nocturne - Réponses à cinq initiatives et à deux pétitions ») ;
- rapport-préavis N° 2014/83 (« Politique de sécurité publique - Réponses à neuf postulats et cinq pétitions »).

## **SERVICES GÉNÉRAUX (SG)**

### **Communication et prévention**

Le bureau de la communication a répondu à 400 sollicitations des médias et diffusé 52 communiqués de presse ainsi que 38 « 117 Express ».

Une newsletter interne « Sirène » a vu le jour ; les dix premiers numéros ont recueilli des échos très positifs. Le site intranet a permis d'adresser près d'un millier d'informations au personnel ; il a été entièrement repensé et sera mis en ligne en janvier 2015.

Le Corps de police a été présent sur différents stands, notamment au Comptoir Suisse et au Salon des métiers.

L'année 2014 a été rythmée par quinze campagnes et actions de prévention routière (dont huit spécifiquement lausannoises), avec notamment le clip « Les deux vies de Sophie », présenté dans l'ensemble du Canton et en Valais, et douze campagnes et actions de prévention criminalité, dont neuf stands de prévention à Lausanne (commerces, métro, CHUV, bureaux de poste, etc.). Des soirées d'information et de prévention spécifiques aux cambriolages ont été organisées dans sept quartiers lausannois. Le responsable du bureau communication-prévention de la Police de Lausanne a participé à la mise en place d'un groupe « prévention et communication » dans le cadre de la police coordonnée.

Le Corps de police a participé à l'exercice d'envergure « Tornado », impliquant une présence en direct sur internet et les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) ainsi que l'organisation et la tenue de conférences de presse, des visites VIP et la communication aux médias et aux riverains, en collaboration avec l'armée et différents services cantonaux.

### **Finances et logistique**

L'exercice 2014 a été marqué par l'accompagnement du chantier de l'immeuble St-Martin 31, qui permettra au Corps de police de disposer de 943 m<sup>2</sup> supplémentaires à l'été 2015 et d'absorber ainsi l'augmentation des effectifs policiers d'ici 2016.

En lien avec la surpopulation carcérale, la gestion de la zone de rétention a été une préoccupation constante, et diverses adaptations ont été nécessaires, tant du point de vue des conditions de vie quotidiennes des détenus que des installations. Des caméras de surveillance, financées par le Canton, y ont notamment été installées.

L'équipement de tout le personnel en gilets pare-balles ainsi que de divers articles de protection (casques balistiques, gants, gilets pare-balles lourds, etc.) a fait l'objet d'arbitrages : l'acquisition de pièces d'uniforme a été rationnée afin de respecter le budget.

### **Ethique**

L'activité de l'éthicien s'est focalisée sur les pratiques professionnelles des policiers de terrain. Actif en tant que formateur et expert en éthique professionnelle dans différentes écoles d'aspirants de police romandes, il a également participé à la rédaction de la nouvelle édition du manuel de l'Institut suisse de police (ISP) « Droit de l'homme et éthique professionnelle ».

Le comité d'éthique a travaillé sur la définition des sphères de compétences et de responsabilités dans la conduite des engagements de police, en étroite collaboration avec des cadres opérationnels.

### **Déontologie**

La commission préposée à la déontologie a rendu son 5<sup>e</sup> rapport annuel d'activité pour l'année 2013. On note une augmentation des doléances portant sur le comportement des policiers avec 29 cas (17 en 2012) ; ce nombre reste cependant inférieur à celui enregistré en 2010 (32 cas) et en 2011 (45 cas). A noter que le trois-quarts des cas a pu être réglé à l'amiable, une rencontre avec le déontologue permettant de lever certains malentendus.

Le champ d'action du préposé à la déontologie ayant été élargi à la dimension qualité, ce dernier est chargé de mettre en place les conditions permettant au Corps de police d'obtenir à terme son accréditation définitive conformément à la loi sur l'organisation policière vaudoise.

### **Unité psychologique**

L'unité psychologique a participé au recrutement d'une large volée d'aspirants de police ainsi que de policiers déjà formés. Le partenariat avec l'Université de Genève visant à perfectionner les processus de recrutement est toujours en cours. L'année a été marquée par la mise sur pied d'une sensibilisation au burnout qui a été dispensée à plus de 120 cadres, en étroite collaboration avec les ressources humaines.

### **Unité juridique**

Suite à l'adoption d'une nouvelle directive, le personnel policier bénéficie désormais d'un soutien juridique en cas de procédure pénale, que ce soit en qualité de prévenu ou de plaignant/victime.

## **Centre de formation (CFPL)**

Au total, 307 cours ont été dispensés dans le domaine de la sécurité personnelle (technique et tactique d'intervention, bâton tactique et mains nues), 25 cours de tir en lien avec le changement de l'arme de service ainsi que 21 cours divers. 79 collaborateurs ont suivi, de plus, des cours organisés par l'ISP.

Le CFPL a également organisé l'entrée en fonction et les stages des nouveaux aspirants de la volée 2014. Il a assuré un appui à leur formation de base à l'Académie de police de Savatan et organisé cinq journées de « particularismes » à Lausanne, dont deux consacrées à la police de proximité et réservées aux aspirants vaudois. Une formation d'intégration de trois semaines a également été dispensée à la volée 2013.

## **Ressources humaines (RH)**

L'année 2014 a été marquée par le départ de 40 personnes, soit 29 policiers (8 retraites), 3 assistants de sécurité publique et 8 civils, et l'intégration de 37 policiers qui ont réussi leur formation à l'Académie de police de Savatan, 13 policiers formés, 7 assistants de sécurité publique (ASP), 12 agents de transfert, surveillance et garde (ATS) et 10 civils.

L'entité RH a accompagné les divisions PS et SC dans le recrutement d'une dizaine de nouveaux cadres pour la mise en œuvre des nouvelles sections, suite à l'introduction du nouvel horaire « 4x4 ».

## **SÉCURITÉ ET COORDINATION (SC)**

Le dispositif Héraclès a été mis en place pour répondre le mieux possible aux problèmes identifiés depuis 2012 et s'est montré efficace en matière de pacification des nuits lausannoises et de lutte contre le trafic de rue. Le bilan des différents dispositifs mis en place a montré la nécessité de rattacher la brigade de vie nocturne et de prévention du bruit (BVNPB) à cette division opérationnelle transversale. Des réflexions en vue de réorganiser les structures en lien avec la récolte de renseignements opérationnels sont en cours.

## **Centrale d'alarmes et d'engagements (CAE)**

La CAE a connu une baisse du nombre d'appels au 117 (73'185 contre 82'845 en 2013). Une panne générale de la centrale téléphonique, le 7 mai 2014, a permis de tester avec succès le dispositif de secours.

## **Brigade de vie nocturne et de prévention du bruit**

L'activité s'est concentrée sur l'exploitation des établissements de nuit, notamment sur le contrôle du respect du concept de sécurité et de prévention mis en place en 2013. Au total, 241 contrôles ont été effectués débouchant sur 44 infractions, dont 36 contrôles du niveau sonore (avec 5 dénonciations et 9 avertissements) ainsi qu'un contrôle laser qui a fait l'objet d'une dénonciation. La capacité d'accueil des établissements de nuit a été vérifiée à 110 reprises (15 dénonciations et un avertissement).

De jour, la BVNPB a essentiellement procédé à des contrôles de conformité de l'état des véhicules.

## **UNITÉS SPÉCIALES**

### **Groupe d'intervention**

Le nombre d'opérations (119) a retrouvé le niveau de 2012 (115), 2013 étant considérée comme une année particulièrement chargée (136).

Le nombre de personnes armées ou violentes et dangereuses est en diminution, alors que le niveau de dangerosité a augmenté. La collaboration avec la Police judiciaire reste la principale source d'intervention, notamment dans le domaine des stupéfiants. Notons encore que cette unité a réalisé de nombreuses interventions au profit d'autres corps de police, conformément aux dispositions concordataires. En l'absence d'opération de grande envergure, le nombre de personnes interpellées peut être qualifié de normal.

### **Brigade canine**

Cette entité, forte de dix conducteurs et onze chiens, joue un rôle essentiel au sein du dispositif Héraclès dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants qui bénéficie désormais des services d'un deuxième chien passif devenu pleinement opérationnel en 2014.

### **Cellule de négociation**

La permanence a été sollicitée à dix reprises. Il convient de relever que les opérations de la cellule de négociation sont de plus en plus souvent perturbées par la présence des différents médias, dont la rapidité de réaction permet de commenter l'événement en direct. Faits nouveaux, deux personnes suicidaires ont voulu attenter à leur vie du haut de la tour de Sauvabelin.

### **Task force**

L'activité est restée stable. Le nombre de dénonciations à la loi sur les stupéfiants a fortement baissé suite à l'introduction des amendes d'ordre pour les produits cannabiques (158 en 2014, 474 en 2013), à la réorientation des priorités d'action de la brigade canine et à la diminution de l'effectif (-1 ept).



## **Organisation Directives d'intervention en cas d'accident majeur de la Ville de Lausanne (DIAM)**

L'état-major a collaboré à la préparation du meeting aérien AIR14 PAYERNE ainsi qu'à trois exercices :

- « AMOK », 17 avril 2014, place d'armes du Day (Vallorbe) : cet exercice a permis de valider le plan d'intervention, établi en collaboration avec l'ensemble des partenaires impliqués ;
- « ERNS 14 », 3 novembre 2014 : cet exercice national (exercice du réseau national de sécurité) avait pour thème une panne électrique, doublée d'une pandémie. L'arrêt de l'alimentation électrique de la CAE a révélé des points faibles et des correctifs ont été apportés dans de brefs délais ;
- « Tornado », du 7 au 12 novembre 2014, Lausanne : cette opération a permis de tester la coordination avec l'armée et les partenaires cantonaux.

## **POLICE JUDICIAIRE (PJ)**

### **Brigade du patrimoine**

Anciennement dénommée brigade des investigations générales, cette entité traite toutes les affaires relatives à la protection des biens et des valeurs pécuniaires. La brigade a déferé 842 auteurs à la justice et traité 1'504 délits. Ses activités se répartissent entre trois secteurs :

- les escroqueries, les délits bancaires, les vols et les incendies ainsi que les paris clandestins et les jeux de hasard ; le groupe économique collabore ainsi avec la Commission fédérale des maisons de jeux et la Commission des loteries et paris ;
- la criminalité itinérante et/ou transfrontalière. Les vols à la tire, vols à l'astuce ou « coup du faux neveu » ont fait l'objet d'une analyse criminelle permanente et d'un travail important en rue ;
- la délinquance urbaine, avec un effort marqué sur les brigandages et les vols avec effractions sur et dans les véhicules. L'exploitation des traces matérielles et biologiques a permis de confondre de nombreux délinquants grâce à l'appui du service cantonal de l'identité judiciaire. L'exploitation systématique des images vidéos, bien que chronophage, a permis d'identifier de nombreux délinquants.

### **Brigade de l'intégrité**

Ex-brigade criminelle, cette entité traite notamment les menaces entre connaissances et les lésions corporelles. Le nombre de brigandages à main armée, ciblant notamment les commerces, les kiosques, les stations-services et les bijouteries, est resté stable par rapport à 2013.

Un seul cas de meurtre a été enregistré, consécutif à une dispute survenue au sein d'un couple. L'auteur, sous l'emprise de la cocaïne, a porté un coup de couteau au niveau de la poitrine de la victime qui s'apprêtait à quitter le domicile conjugal. Les inspecteurs/trices ont procédé à 34 levées de corps, suite à des morts violentes ou indéterminées.

### **Brigade des stupéfiants**

L'année est marquée, comme pour les précédentes, par le démantèlement d'un nombre important de filières ainsi que par la saisie de quantités significatives, principalement de cocaïne : 13.3 kg en 2014 (14.23 kg en 2013, 5.1 kg en 2012). Ces résultats s'expliquent par la bonne connaissance du « terrain » ainsi que par le développement de l'analyse de la délinquance sérielle et itinérante.

Une enquête initiée à l'endroit de grossistes lausannois ravitaillant des dealers de rue a permis de mettre à jour l'une des plus importantes affaires de trafic de cocaïne jamais réalisée en Suisse avec l'écoulement de 600 kg dans la région lémanique.

En ce qui concerne l'héroïne, le trafic effectué par les ressortissants albanais et maghrébins a diminué de moitié. 71 trafiquants ont été incarcérés, dont 40 dealers pour « cas grave ». Une enquête impliquant des trafiquants d'origine balkanique en provenance de Genève, dont la tête de réseau s'était établie au sud de Lausanne, a permis de démanteler une filière en pleine expansion sur le territoire communal, qui avait réussi à écouler plus de 8 kg d'opiacés dans les rues lausannoises, et de saisir 2.6 kg d'héroïne et 200 grammes de cocaïne.

S'agissant du deal de rue, le nombre d'arrestations, toutes drogues confondues, réalisées par le groupe CELTUS est en légère diminution avec -8% (194 trafiquants arrêtés en 2014 contre 211 en 2013), alors que le nombre de dealers de cocaïne interpellés est en augmentation +25% (126 en 2014 contre 101 en 2013).

Concernant le trafic d'héroïne de rue commis par des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, la stratégie appliquée ces dernières années consiste à agir dès l'arrivée de nouveaux trafiquants sur sol lausannois et à incarcérer systématiquement les trafiquants afin d'éviter la prolifération et l'implantation durable de nombreux dealers. On relève une baisse significative de leur présence en rue (12 arrestations en 2014 contre 32 en 2013, soit une baisse de 63%).

### **Brigade des mœurs**

Le nombre d'infractions contre l'intégrité sexuelle et de maltraitances sur les mineurs ainsi que les cas graves de violences domestiques sont restés stables par rapport à 2013.

Dans le domaine de la prostitution, la brigade a poursuivi ses contrôles en rue afin de prévenir la traite d'êtres humains et d'enregistrer les professionnel-le-s du sexe. En mai 2014, une opération spécifique, menée en collaboration avec différents services, dont la Police cantonale du commerce, a permis de contrôler treize salons de massages de l'immeuble 85

de la rue de Genève, occupés par une huitantaine de travailleuses du sexe ; ces derniers ont dû être fermés pour raison d'insalubrité et d'insécurité, ce qui a conduit à une baisse relative du nombre de professionnel-le-s du sexe actifs-ves dans le secteur de Sévelin. Depuis l'été 2014, la brigade des mœurs dispose d'un poste supplémentaire principalement affecté à la prostitution (3 postes contre 2 auparavant).

### **Brigade de la jeunesse**

Le nombre de mineurs délinquants renvoyés au Tribunal des mineurs est en augmentation. Cette évolution s'explique principalement par la réapparition de délits qui n'avaient plus cours, avec une hausse significative d'infractions au patrimoine (incendies et vols avec effraction) et à la loi sur la circulation routière (vols d'usage - conduites sans permis - courses poursuites avec les forces de l'ordre). Plusieurs quartiers ont également souffert d'une présence soutenue de jeunes perturbateurs qui a conduit à de nombreuses interventions, parfois musclées, des forces de l'ordre. Un important travail, en coordination avec les partenaires sociaux, a été initié en vue d'endiguer ces phénomènes.

Les actes avec violence impliquant des adolescents sont en légère baisse (-9%) et les vols à l'étalage marquent un net recul (-26%). La chargée de prévention de la brigade de la jeunesse a, quant à elle, développé de nouveaux partenariats sociaux, comme la présence d'un stand de prévention dédié au nombreux public mineur au Salon des métiers.

La 5<sup>e</sup> édition du « Raid Aventure », initié par le Corps de police et la Fondation Cap – Mike Horn, qui associe policiers et adolescents au parcours de vie difficile, a accueilli dix équipes romandes et s'est déroulé à la satisfaction de tous les participants.

### **Brigade des cambriolages**

Ex-brigade rue, la brigade des cambriolages a adapté ses stratégies et les types d'investigation en vue de mieux juguler le taux élevé de vols par effraction commis en ville, augmentant ainsi le nombre d'opérations à l'encontre des délinquants professionnels travaillant en bande.

La majorité des vols par effraction est commise soit par des ressortissants maghrébins sans statut dans notre pays, soit par des personnes provenant des pays de l'Est qui ont constitué des entités itinérantes et professionnelles.

Cette brigade a traité 97 auteurs de vols par effraction, élucidant ainsi 276 cambriolages, et conduit 11 opérations durant ses sept premiers mois d'activité. On constate que les auteurs opèrent de façon bien organisée et professionnelle, et qu'ils sont capables de commettre de nombreux délits en quelques mois ; ainsi, sur l'ensemble des auteurs interpellés, 33 personnes avaient commis 194 délits. Le bilan est réjouissant puisqu'on enregistre une baisse significative de près de 30% des vols par effraction sur les mois de novembre et décembre 2014.

### **POLICE-SECOURS (PS)**

Une analyse toujours plus poussée des phénomènes, une volonté affichée de renforcer la visibilité ainsi que la présence sur le terrain, de même que l'augmentation des effectifs ont permis de mettre un terme à la spirale inflationniste des sollicitations des deux dernières décennies.

Alors que 2012 affichait un pic de sollicitations (37'223), la baisse se confirme avec 34'230 en 2013, et 32'854 en 2014, soit une diminution de près de 4.2%.

Le nouvel horaire mis en place le 1<sup>er</sup> juillet 2014 offre souplesse et disponibilité dans l'engagement des moyens en diverses circonstances (services d'ordre, situations événementielles, problématiques liées au trafic de stupéfiants, délinquance, etc.) et a permis d'améliorer la qualité de vie au travail. Ce changement de rythme se traduit par une amélioration de la fidélisation des collaborateurs, une baisse du nombre de suppressions des congés, une gestion plus efficace des ressources ainsi qu'une meilleure réactivité.

### **SÉCURITÉ DU TRAFIC ET STATIONNEMENT (STS)**

Le personnel spécialisé du STS a été engagé dans de nombreuses tâches annexes (manifestations, matches, appui à des interventions de police, etc.). Relevons une amélioration constante de la sécurité routière ainsi qu'une augmentation significative des contrôles de circulation, avec pour corollaire la diminution du nombre des constats d'ivresse ; les infractions vitesses aux carrefours sont en hausse, tout comme le nombre d'amendes d'ordre.

### **Campagnes de prévention**

15 campagnes de prévention (10 nationales, 2 cantonales et 3 lausannoises) ont été relayées par nos sites d'affichages, dont 9<sup>1</sup> accompagnées de contrôles de circulation préventifs « Zéro pour mille ».

### **Contrôles de la vitesse**

L'effet préventif des contrôles de circulation par le biais des appareils mobiles s'avère positif. Appliquée depuis les années 2000, cette politique a permis de réduire pratiquement par trois le nombre d'infractions. Ainsi, pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, le pourcentage des conducteurs dénoncés en regard des véhicules enregistrés accuse une baisse de 3.01% (3.93% en 2013) avec 53'982 automobilistes dénoncés.

<sup>1</sup> Zéro problème ; La bonne conduite ; Ne te fais pas shooter ; Stop avant le choc (rentrée scolaire) ; See You ; Dégager-démarrer ; Feux diurnes ; LEB ; Marche arrière.

10'806 conducteurs ont été dénoncés sur les secteurs suburbains limités à 80 km/h, avec une vitesse extrême de 131 km/h sur la route de Berne, relevée à deux reprises. 37 conducteurs ont été flashés sur le réseau urbain à des vitesses supérieures à 90 km/h (49 en 2013), le plus dangereux d'entre eux enregistrant 141 km/h à l'intérieur du tunnel de Chauderon. Les trois installations préventives d'indication instantanée de la vitesse ont sensibilisé 3'527'349 usagers (2'818'759 en 2013).

### Contrôles à l'éthylomètre

Une diminution du nombre de personnes contrôlées est à relever (6'851 contre 7'127 en 2013), avec pour corollaire une stabilisation du nombre total d'ivresses (412 contre 420 en 2013).

### Contrôles aux carrefours

Si le nombre de conducteurs dénoncés demeure stable par rapport aux passages enregistrés, on relève une forte augmentation des infractions aux carrefours (+42.9%) qui s'explique par le fait que les quatorze caméras, acquises et mises progressivement en service en 2013, étaient devenues pleinement opérationnelles en 2014.

### Infractions de circulation et de stationnement

L'augmentation de 19.01% des infractions par rapport à 2013 s'explique par une hausse des infractions pour mauvais stationnement (+13.44%) et parcage nocturne (+2.25%). Les infractions pour parcage sur les trottoirs restent relativement stables (+0.7%). Enfin, les dépannages et les évacuations forcées ont baissé de 7.76%.

### Accidents de circulation

Les multiples actions de prévention mises en place depuis les années 2000 ont permis de faire chuter le nombre de victimes respectivement de 38,5% pour les adultes et de 36% pour les enfants, constituant en soi un résultat exceptionnel. Par rapport à 2013, on observe une diminution des constats d'accidents (-6.67%) ainsi que du nombre de blessés (-13%) et de piétons victimes (-22.89%). En revanche, le nombre d'enfants victimes reste stable, avec 18 cas. Enfin, deux accidents mortels sont à déplorer en ville de Lausanne.

### PROXIMITÉ, PARTENARIATS ET MULTICULTURALITÉ (PPM)

L'année 2014 a vu la mise sur pied de sept soirées de prévention contre les cambriolages, dans différents quartiers de la ville, ainsi que de multiples actions de prévention contre les vols (tenue d'un stand dans les commerces, la rue ou à un bureau de poste).

Le nouveau poste de police de la Sallaz a été inauguré et se trouve toujours sur la place du même nom.

Le poste de police mobile a été engagé dans des actions de prévention contre les vols au centre-ville ainsi qu'au CHUV où deux actions ont été menées.

Les trois collaboratrices ainsi que l'apprenti du Bureau des objets trouvés ont reçu 15'003 personnes et répondu à 19'200 appels téléphoniques. Le nombre global de trouvailles se monte à 13'600, dont 420 téléphones portables. 4'832 objets ont été restitués à leurs propriétaires.

### ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ

La tendance à la baisse, esquissée en 2013, se confirme avec une diminution sensible et généralisée du nombre d'infractions (voir tableau Éluclidations et évolution des infractions selon la loi). On relève notamment une baisse du nombre des infractions au Code pénal de 18.5% en 2014 (-3% en 2013) qui s'explique principalement par une diminution du nombre d'infractions au patrimoine (-21.0%).

### Eluclidations et évolution des infractions selon la loi

	2013		2014		Différence
	Infractions	Éluclidations	Infractions	Éluclidations	
Code pénal	27'245	20.6%	22'211	22.2%	-18.5%
dont					
Total vie et intégrité corporelle	986	72.8%	929	77.0%	-5.8%
Total patrimoine	21'089	13.0%	16'653	14.6%	-21.0%
Loi sur les stupéfiants (LStup) <sup>1</sup>	8'036	91.9%	6'575	91.0%	-18.2%
Loi sur les étrangers (LEtr)	2'988	100.0%	2791	100.0%	-6.6%
Autres lois fédérales annexes	30	93.3%	27	81.5%	-10.0%

© OFS, Neuchâtel 2014

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> octobre 2013 est entrée en vigueur la modification de la loi sur les stupéfiants avec l'introduction des amendes d'ordre pour la consommation de stupéfiants par des adultes ayant des effets de type cannabique et pour les cas dont la quantité n'excède pas dix grammes de stupéfiants. Le nombre d'amendes d'ordre ne figure pas dans le graphique/tableau ci-dessus qui concerne uniquement les dénonciations.

## Evolution des accidents de la circulation

	2000	2010	2011	2012	2013	2014
Accidents de circulation (constats)	1'733	1'111	1'011	1'054	915	854
Personnes blessées	528	437	412	448	375	326
Personnes tuées	5	0	4	1	1	2
Fuites après accident	706	351	361	339	285	276
Piétons victimes,	104	69	83	87	83	64
dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	28	20	22	13	18	18

## SERVICE DU LOGEMENT ET DES GÉRANCES (SLG)

### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

#### Secrétariat, juridique et statistique, ressources humaines, système de contrôle interne

- gérer les tâches administratives liées aux activités de la cheffe de service et de son adjoint
- offrir un soutien juridique dans le domaine du logement
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement
- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif (70 personnes) et d'exploitation (117 personnes)
- mettre en place et développer le système de contrôle interne pour l'ensemble des processus du service

#### Comptabilité/informatique

- assurer les prestations du correspondant en micro-informatique
- réaliser toutes les écritures comptables du service, notamment celles liées aux activités de gérance (hormis COLOSA)
- réaliser le bouclage annuel des comptes

#### Logement social

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur
- offrir les prestations d'assistance à la recherche d'un logement subventionné aux candidats locataires éprouvant des difficultés à obtenir un logement adapté à leur situation
- organiser la « Fête des voisins »
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier impliquant la participation des habitants

#### Gérance immobilière 1

- gérer le parc immobilier « historique » de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL) comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés
- gérer, pour le compte de la CPCL, les immeubles ex-COLOSA (composés quasi exclusivement d'immeubles subventionnés ou contrôlés) et en assurer la comptabilité
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL)

#### Gérance immobilière 2

- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville
- gérer et suivre l'évolution des contrats de droit de superficie
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML)

#### Patrimoine administratif

- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale
- assister les services dans la recherche de solution de location

#### Section technique

- conduire les projets de construction, rénovation et transformation pour le compte de la CPCL
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville

### Bureau de développement immobilier

- développer de nouveaux projets de logements durables à des prix abordables, en partenariat avec des investisseurs privés et/ou publics
- garantir la durabilité des constructions planifiées sur les parcelles communales et des niveaux de loyers ou prix de vente abordables
- accompagner les opérations de rénovation du patrimoine bâti de la Ville
- participer activement au projet Métamorphose et codévelopper l'écoquartier des Plaines-du-Loup

## EFFECTIF DU PERSONNEL

**Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments administratifs (BAD)	42.20	40.49	41.95	41.37
Colosa	8.23	7.23	7.23	7.23
Gérances	37.44	35.87	39.17	37.61
Logement	17.85	17.75	18.85	17.45
Total service	105.71	101.33	107.19	103.66

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
Total service	+ 1.48

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Bâtiments administratifs (BAD)	86	40.49	89	41.37
Colosa	8	7.23	8	7.23
Gérances	66	34.87	68	36.61
Logement	23	18.75	23	18.45
Total service	183	101.33	188	103.66

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
	n	n
Bâtiments administratifs (BAD)		1
Colosa	3	3
Gérances	3	3
Total service	6	7

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	11	15

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	5
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	11

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Un rapport-préavis et un préavis ont permis de préciser les règles et procédures d'attribution des parcelles communales pour l'écoquartier des Plaines-du-Loup et de présenter deux nouveaux règlements communaux portant sur les conditions d'occupation des logements subventionnés ainsi que sur l'aide individuelle au logement :

- le rapport-préavis N° 2014/50 (« *Métamorphose – Critères et modalités d'attribution des parcelles de l'écoquartier des Plaines-du-Loup – Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin et consorts* ») présente un programme conforme à la volonté exprimée par le Conseil communal, une procédure et des critères clairs et transparents pour l'octroi des droits de superficie ainsi que la création de deux commissions : une « commission d'évaluation des offres et d'attribution des lots » chargée de soumettre ses propositions à la Municipalité, ainsi qu'une « commission consultative » composée de représentants des groupes politiques, de la société civile et des associations de quartier ;
- le préavis N° 2014/69 (« *Politique du logement – Règlement communal sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés – Règlement communal sur l'aide individuelle au logement (AIL)* ») permet de mettre à jour le règlement communal de 2004 et de transférer la gestion et l'octroi de l'AIL du Service du logement et des gérances au Service des assurances sociales, de manière à créer un guichet unique pour les subsides LAMal, l'AIL, les PC-Familles ainsi que la rente pont.

Par ailleurs, le SLG a rédigé ou participé à la rédaction de trois autres préavis et deux rapports-préavis :

- préavis N° 2014/13 (« *Déménagement de l'Unité santé et sécurité au travail (USST) à la rue de l'Ale 31* ») ;
- rapport-préavis N° 2014/15 (« *Réponse au postulat de M. Bertrand Picard – Logements locatifs adaptés à la personne âgée* ») ;
- préavis N° 2014/48 (« *Projet de construction de 2 bâtiments « Minergie-Eco » sis chemin de Bochardon 11 et 13 – Constitution DDP et octroi cautionnement solidaire en faveur de la CODHA* ») ;
- rapport-préavis N° 2014/75 (« *Postulat de M. Hadrien Buclin – Pour une information officielle à tous les habitants de la commune de Lausanne concernant leurs droits de locataires* ») ;
- préavis N° 2014/26 (« *Centralisation sous un même toit des équipes du Service d'organisation et d'informatique (SOI) et conclusion d'un bail à loyer. Reprise des locaux du SOI pour répondre aux besoins du Service social Lausanne (SSL)* »).

Le service a largement contribué aux efforts de revitalisation de la place de la Riponne, engagés dès le printemps 2014 en participant activement à la remise en état de l'édicule de la cuisine d'été de l'ancien Ripp's ainsi qu'à sa terrasse, avec le bar de « La Grenette » qui a été exploité avec succès entre juin et octobre 2014. Il est prévu de poursuivre cette expérience en 2015, d'ouvrir une garderie et de relouer l'ancien Ripp's dont les locaux ont été attribués à la suite d'un appel d'offre.

Le service a conçu et édité deux flyers présentant les chiffres-clés dans le domaine du logement ainsi que les informations utiles aux locataires (rapport-préavis N° 2014/75).

Le plan de quartier Malley-gare a été achevé. Sa mise à l'enquête publique est prévue en janvier 2015.

La cheffe de service a été impliquée dans le développement de nombreux projets majeurs intégrant une forte proportion de logements (à Malley-Centre, En Cojonnex, au réservoir du Calvaire, à Sévelin et au Plan directeur communal). Elle a participé à de nombreuses consultations, études de faisabilité pour la CPCL (Pavement, la Borde) et a fonctionné en tant que membre du jury au sein de divers concours (En Cojonnex, Chasseron 1). Elle représente la Municipalité au sein des organes de gouvernance des plus grandes sociétés immobilières : SILL, SCHL, FPHL, FLCL, Logement Idéal et Cité-Derrière. Elle a également participé à la sélection des nouveaux gérants de deux établissements publics dont le bail était à repourvoir (La Brûlerie et le Café de l'Europe).

## UNITÉ JURIDIQUE ET STATISTIQUE

### Recours

Dans le cadre de l'application de la réglementation sur la location de logements subventionnés, on note une augmentation sensible du nombre de recours (+87% en 2014). En effet, 39 recours en Préfecture ont été examinés par l'unité (contre 21 en 2013), déposés par des locataires ne répondant plus aux conditions d'occupation (principalement pour des raisons de revenus trop élevés ou de sous-occupation notoire).

Concernant les recours en matière de loi sur la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation, ainsi que l'utilisation de logement à d'autres fins que l'habitation (LDTR) et de loi concernant l'aliénation d'appartements loués (LAAL), à retenir que trois dossiers sont pendants auprès de la Cour de droit administratif et public et du Tribunal fédéral dont l'issue, en cas de succès des autorités, est susceptible de renforcer durablement ces législations. L'unité a également traité cinq recours à la Municipalité concernant l'aide individuelle au logement.

### Préservation du parc locatif

#### LDTR

En application de la LDTR, plus de 550 dossiers ont été examinés qui ont abouti à la rédaction de 76 préavis, touchant 1'266 appartements, pour une surface totale 75'771 m<sup>2</sup>.

En 2014, 61 dossiers ont concerné des rénovations et des transformations. Le montant total des travaux a égalé CHF 158'370'000.-. 8 dossiers ont porté sur la démolition d'immeubles et 7 projets sur des changements d'affectation. Parmi tous les dossiers soumis, 7 ont fait l'objet de décisions négatives (soit 9.2%).

Les loyers, qui se situaient en moyenne à CHF 173.- le m<sup>2</sup>/an avant rénovations ont été fixés, en moyenne, après décisions des autorités, à CHF 220.- le m<sup>2</sup>/an.

La Commune, qui a préavisé l'octroi des autorisations à condition que ces loyers soient contrôlés durant dix ans après les travaux, n'a été suivie que dans 50% des cas par les autorités cantonales ; le solde des autorisations porte sur des durées de contrôle des loyers plus courtes, allant jusqu'à cinq ans maximum.

#### *LDTR et location meublée*

Durant l'année écoulée, l'unité a été chargée de lutter contre les abus rencontrés dans la location illégale de logements meublés, constatant que non seulement des personnes privées (non propriétaires) mais aussi des gérances captaient des petits logements à loyers raisonnables pour les remettre sur le marché, souvent pour de courtes périodes, sous la forme d'hébergement para-hôtelier à des loyers inaccessibles. Des procédures ont dès lors été ouvertes conformément à la loi. Deux décisions du Service des communes et du logement (SCL) ont récemment confirmé la position de la Commune.

#### *LAAL*

Conformément à l'article 6 de la LAAL, la Commune a établi 65 préavis autorisant la vente de 72 appartements pour une surface totale 6'011 m<sup>2</sup> totalisant CHF 54'174'763.-, soit un prix moyen de CHF 8'699.- au m<sup>2</sup> (en baisse de 6.2% par rapport à 2013). A une seule occasion, les autorités ont préavisé négativement pour une autorisation.

#### *Contrôle des immeubles*

Conformément au droit cantonal et à la délégation compétence en découlant (13 juin 2003 et 9 octobre 2014) l'unité a contrôlé la situation financière et comptable (avec en particulier la collaboration du Service de la révision), ainsi que locative (en collaboration avec le SCL) d'environ 280 immeubles ou groupes d'immeubles.

#### *Aide à la pierre*

La Ville a versé une contribution de CHF 1'675'349.-, correspondant à la part communale des subventions prévues par la loi du 9 septembre 1975 sur le logement, destinées à abaisser les loyers des ménages lausannois habitant un logement subventionné.

#### *Statistiques*

L'enquête annuelle sur les logements à Lausanne, menée auprès des gérances à l'attention de Statistique Vaud, a montré, pour la douzième année consécutive, que le marché reste extrêmement tendu puisque le taux général d'appartements vacants se monte à 0.06%, alors qu'un marché équilibré devrait disposer de 1.5% à 2% de logements libres à louer.

#### *Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)*

Le parc de logements lausannois totalisait en décembre 2014, 75'233 logements dûment recensés et mis à jour dans le RCB par le service. Les mises à jour sont effectuées en flux continu, avec une clôture trimestrielle exigée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans le cadre de la statistique fédérale de la construction.

A titre de comparaison, le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élevait à 7'624 logements, ce qui représente 10.13% du parc.

On enregistre une augmentation nette de 1'791 logements<sup>1</sup> livrés ou en chantier au 31 décembre 2014. La part de nouveaux logements construits ou en cours de construction sur des parcelles publiques (y. c. terrains CFF et partenariats public-privé) se monte à 51% (915).

#### *Harmonisation des registres (LHR)*

La LHR vise à établir un lien univoque entre chaque personne inscrite au contrôle des habitants et l'identificateur fédéral de bâtiment (EGID) ou de logement (EWID) recensé dans le RCB et exige des actions continues de mise à jour et de collaboration avec le Service du contrôle des habitants et les gérances immobilières privées.

Les gérances sollicitent par ailleurs régulièrement le SLG, lors de reprise de mandat ou de mise en location suite à des travaux de construction ou de transformation, pour obtenir des identificateurs fédéraux EGID/EWID qui doivent impérativement figurer sur leurs baux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. En 2014, ce sont ainsi 61 demandes émanant de 53 gérances ou propriétaires, pour un total de 123 bâtiments, qui ont été adressées.

Dès 2013, suite aux nombreuses difficultés rencontrées pour l'identification et la localisation des logements et des personnes, le SLG et l'Office de l'information sur le territoire ont introduit systématiquement un numéro administratif de localisation de logement (NAL) agréé et recommandé par l'OFS dans le RCB. Ainsi, 50'549 logements ont reçu un NAL, soit 67% des logements. L'opération, financée par le Canton, se poursuivra en 2015 avant d'être proposée à l'ensemble des communes du Canton.

Pour ses qualités administratives et techniques, le NAL intéresse également la Direction des Services industriels, en particulier le Service multimédia qui s'en sert pour répondre aux exigences de l'Office fédéral de la communication. Le Service commercial souhaite par ailleurs l'introduire dans son application SAP pour, notamment, faciliter son traitement de la « subvention 80 ».

#### **Système de contrôle interne**

Cette nouvelle unité est rattachée directement à la cheffe de service. Elle a pour mission générale de mettre en place et de développer le système de contrôle interne pour l'ensemble des processus. Entré en fonction en juin 2014, le responsable s'est focalisé sur les activités liées à la gérance immobilière.

<sup>1</sup> Le nombre brut de logements s'élève à 2'239, 448 logements ayant été démolis en 2014.

## COMPTABILITÉ ET INFORMATIQUE

Cette unité regroupe les prestations de comptabilité et d'assistance en micro-informatique. Outre les traitements courants de l'unité, les tâches suivantes ont marqué l'année 2014 :

- la mise en application des nouvelles directives cantonales pour l'établissement des décomptes annuels de chauffage et d'eau chaude ;
- l'abandon des paiements par compte interne au profit des bulletins de versement orange pour les patrimoines du PML et de la CPCL.

## LOGEMENT SOCIAL

### Inscriptions aux logements subventionnés

2'801 dossiers ont été traités en 2014 (dont 72% de nouvelles inscriptions), soit une hausse de 12% par rapport à l'année précédente qui s'explique notamment par la mise en location de deux nouveaux immeubles livrés en 2015 : Bonne-Espérance 30-32 et avenue de Morges 137. S'y ajoutent les demandes de renseignement formulées par plus de 12'100 personnes. Le taux de rotation (519 en 2014 contre 492 en 2013) et le nombre de demandes de dérogations (36 demandes en 2014 contre 33 en 2013) restent stables, avec une entrée en matière pour 31% des demandes (contre 39% en 2013).

### Révision des conditions d'occupation

Le bureau de la révision a contrôlé la situation de 2'444 locataires, conformément à la nouvelle réglementation incluant le revenu déterminant unifié (RDU), et a identifié 366 locataires qui ne répondaient plus aux conditions légales : 195 baux ont été résiliés ; 142 locataires ont vu leurs subventions partiellement, voire totalement supprimées, et 29 locataires sont désormais soumis à un supplément de loyer. Le montant total des suppléments perçus s'élève à CHF 964'153.-. Comme l'année précédente, de plus en plus de locataires font recours en Préfecture (39 en 2014 contre 26 en 2013).

### Cellule logement

Le nombre de demandes d'aide va croissant (152 sollicitations contre 126 en 2013). Avec 64 ménages au bénéfice d'un soutien actif, cette tendance se confirme.

### Actions de quartiers – Fête des voisins

Le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Fête des voisins a marqué un cap à plus d'un titre. Les partenariats privilégient désormais les commerces de proximité et l'agriculture contractuelle. Ainsi, des kits ont été fournis, contenant des produits du terroir (jus de pomme, vin, pommes et fromage) ou encore des bons d'achat à faire valoir auprès d'un commerce de proximité. La communication, notamment par le biais d'un nouveau partenaire médias (Lausanne Cités), a contribué à augmenter le nombre d'inscrits. Ainsi, l'édition 2014 a enregistré un record, avec 272 fêtes annoncées, totalisant 8'415 participants dont 2'600 enfants. Une fête des voisins organisée au parc de la Brouette a permis de marquer cette 10<sup>e</sup> édition.

### GÉRANCE IMMOBILIÈRE 1 (CPCL / EX-COLOSA / SILL)

Dans un contexte de pénurie toujours très marquée de logements vacants, le patrimoine de la CPCL (y. c. ex-COLOSA), qui compte 3'956 logements, a enregistré 384 mutations de locataires nécessitant l'établissement d'un état des lieux. A chaque annonce obligatoirement publiée sur le site internet du service et relayée par le site internet HOMEGATE, le bureau de location enregistre des dizaines d'inscription. Le parc de la SILL compte, quant à lui, 52 logements répartis dans deux bâtiments à l'avenue de Provence ainsi qu'un troisième bâtiment sis au chemin de Bonne-Espérance 32 (37 logements dont 18 subventionnés) qui a fait l'objet d'une première mise en location ; les premiers locataires y emménageront dès le 1<sup>er</sup> février 2015.

### GÉRANCE IMMOBILIÈRE 2 (PATFIN / DDP / PML)

Le patrimoine financier, qui compte 768 logements, a enregistré 25 mutations de locataires nécessitant l'établissement d'un état des lieux et d'un nouveau bail. A chaque annonce obligatoirement publiée sur le site internet du service et relayée par le site internet HOMEGATE, le bureau de location enregistre des dizaines de demandes d'inscriptions.

Le café-restaurant le Vieil Ouchy a vu l'installation d'une nouvelle tenancière, et le Grand-Café (Casino de Montbenon) a rouvert ses portes après d'importants travaux de rénovation avec un nouveau concept de type brasserie.

Le site des anciens abattoirs de Malley a fait l'objet de mesures de sécurité renforcées (clôture et rondes de surveillance) ; des travaux de désamiantage et de démolition sont prévus en 2015.

## PATRIMOINE ADMINISTRATIF

### Gestion technique

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Parmi les importants projets et travaux réalisés, il convient de citer les objets suivants :

- Bibliothèque municipale : réhabilitation après incendie ;
- Théâtre de Vidy : rénovation du foyer des artistes et du public ;



- Casino de Montbenon : représentation du maître de l'ouvrage pour le suivi des travaux; pose d'un séparateur à graisses pour la nouvelle brasserie et la salle des fêtes ; remplacement de la ventilation d'extraction de la salle des fêtes et cuisine de production ; remplacement de la production de froid de la salle « Cinématographe » ; rénovation des locaux administratifs de la Cinémathèque Suisse (anciennement salle d'exposition) ;
- Chauderon 4 : rénovation des ascenseurs ;
- Chauderon 9 : réaménagement de la caisse communale au 1<sup>er</sup> étage et de trois services au 5<sup>e</sup> étage ; aménagements en vue d'accueillir la nouvelle unité commune Service social Lausanne et Service du travail au rez-de-chaussée ;
- Hôtel de Ville : transformation et création d'un WC pour personnes à mobilité réduite au 1<sup>er</sup> étage et création d'un espace culturel dans la salle des pas perdus ;
- Sévelin 36 : projet de transformations intérieures et extérieures pour la réaffectation de la cafétéria Au Goût du Jour en restaurant, création d'une plate-forme technique en toiture ;
- Figuiers 28 : réaménagement et création de trois places de travail ;
- Sévelin 46 : aménagements spécifiques pour l'atelier de numérisation et d'indexation du Service d'organisation et d'informatique au 1<sup>er</sup> étage ;
- Port-France 18 : étude sur l'aménagement des réceptions, amélioration de l'éclairage naturel ; modifications de cloisons et installation de faux-plafond dans les locaux sis au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étage ; remplacement des verres des guichets, accueil au public par des vitrages antireflets (étape 1) au 1<sup>er</sup> étage ;
- Ale 31 : nouveaux locaux pour l'Unité santé et sécurité au travail ;
- Centre de vie infantine de Montelly : réaménagement du vestiaire principal des « trotteurs » et des « moyens » en vue de répondre aux exigences de la sécurité incendie ;
- Centre de vie infantine de la Mezzanine : rénovation des sanitaires des enfants.

Dans le cadre du préavis crédit-cadre 4<sup>e</sup> étape, la division a poursuivi d'importants travaux d'entretien, dont :

- La transformation de la cuisine de production du théâtre de Vidy ;
- La modernisation de l'ascenseur de la Louve 1.

Dans le cadre des projets d'investissement, des travaux ont été réalisés à Chauderon 4 en vue d'assainir et d'améliorer les performances énergétiques des façades, tandis que les études pour la rénovation et la transformation de l'exposition permanente, ainsi que l'entretien du bâtiment du Musée historique de Lausanne et de la Maison du livre et du patrimoine sont en cours.

### **Unité d'exploitation et de nettoyage**

Mise en place courant 2013, cette unité a fourni un appui précieux et efficace dans la réalisation des projets ci-dessous :

- Chauderon 7 : remplacement des deux ascenseurs et de tous les clapets coupe-feu du modèle pneumatique au modèle électrique ;
- Chauderon 9 : remplacement et déplacement des armoires électriques situées au rez-de-chaussée ;
- Parking de Chauderon : pose de panneaux publicitaires lumineux ; installation d'un système de comptage des places ; modification du sens de circulation et de la sortie du parking au niveau B ;
- Chauderon 4 : suivi et soutien de tous les travaux de transformation, y compris gestion des installations ;
- Port-Franc 18 : remplacement des bornes d'accès du parking ;
- Planification de nettoyages par injection-extraction des revêtements de sols textiles du 2<sup>e</sup> étage ainsi que des niveaux E1 et E2 de Chauderon 9 ;
- Nombreux travaux de nettoyages spécifiques et de fin de chantier pour les locaux de Pépinet 1, Ale 31, Casino de Montbenon, Figuiers 28, Sévelin 46 et Chauderon 9.

L'unité a enfin collaboré aux travaux de la bibliothèque municipale, de Chauderon 9, de Sévelin 46 et de l'Ale 31, mentionnés au chapitre « Gestion technique ».

Enfin l'unité a engagé pour la première fois un apprenti agent d'exploitation.

### **Secrétariat et location**

De manière générale, la gestion des badges d'accès des bâtiments prend de plus en plus d'ampleur avec l'intégration des sites de Sévelin 46 et de Chauderon 4. Outre les prestations courantes, l'unité a mené à terme les trois projets suivants :

- Création de la page internet de présentation et du calendrier de réservation de la cantine de Sauvabelin, avec onze locations durant la saison ;
- Gestion immobilière : préparation et signature des conventions de collaborations et conditions de l'objet loué avec les services ; création et validation d'un formulaire ad hoc pour l'attribution et la location de locaux ; diverses recherches de locaux pour les services ; conclusion de baux de Sévelin 46, Ale 31 et Temple 65 ;
- Affiliation de la division à la plateforme « demandes de prestations internes » permettant aux services de présenter leurs demandes de travaux et de prestations, plans.

## SECTION TECHNIQUE

### Pour le patrimoine de la Ville de Lausanne

La section technique a poursuivi la planification des travaux de réfection d'une douzaine de bâtiments figurant dans le crédit-cadre 4<sup>e</sup> étape. Les travaux suivants ont été menés à bien et dans le respect des coûts :

- remplacement des vitrages sur sheds (Ecole de Théâtre) à la rue du Grand-Pré 3-5 ;
- création d'une desserte avec réfection intérieure et terrasse à l'avenue du Théâtre 12.

S'y ajoutent la réfection de la cuisine du Café de l'Hôtel de Ville à la place de la Palud 10 ainsi que les travaux de transformation de la Brasserie de Montbenon, non prévus initialement.

Au passage de Riant-Mont, les travaux de sécurisation et d'éclairage de ce chemin ont été menés en partenariat avec d'autres services de la Ville et à la satisfaction des habitants du quartier.

Au quai Delamuraz 1, le réaménagement des locaux de la CGN a été effectué avec la pose d'un séparateur à graisses.

L'élaboration des premiers appels d'offres pour la réfection de l'immeuble dit « Le Pointu » à la rue Neuve 2 a démarré en automne ; le début du chantier est prévu en mai 2015.

Le dossier de rénovation des installations techniques de l'Auberge de Sauvabelin a été réactivé à la fin de l'année 2014 pour un début des travaux prévu à fin 2015.

### Pour le patrimoine de la CPCL

Parmi les chantiers de rénovations lourdes, l'opération rue de l'Ecole-de-Commerce 5 s'est déroulée dans le respect des coûts et des délais.

La phase d'étude du chantier rue du Maupas 81 a démarré en août 2014. Le chantier commencera en mars 2015 pour se terminer en mars 2016.

Au parking de Chauderon, la seconde étape de travaux a porté sur la gestion des places de parc et le remplacement de la signalisation.

A la rue St-Martin 31, les travaux de transformation de ce bâtiment en bureaux pour le Corps de police se poursuivent.

Deux projets de construction d'immeubles de logements Minergie sont en voie de finalisation, avec les labels « Minergie » au chemin des Sauges 18 et « Minergie Eco » au chemin des Diablerets 11. L'immeuble des Sauges 18 a été mis en location au 1<sup>er</sup> mai 2014, et les travaux d'aménagements extérieurs se termineront au printemps 2015. La fin du chantier de l'immeuble mixte, logements et garderie, au chemin des Diablerets 11 est prévue en juin 2015.

Un projet de nouvelle construction d'immeuble de quarante logements avec surfaces commerciales est en cours à l'avenue de Chailly 12, en partenariat avec la caisse de pension de la Banque cantonale vaudoise. Le projet a obtenu le permis de construire le 10 avril 2014, et les travaux préparatoires ont débuté en novembre 2014.

Dans le quartier des Fiches-Nord, 8 immeubles totalisant 133 logements ont obtenu l'autorisation de construire le 10 juin 2014 et le chantier a débuté en juillet 2014.

La section a suivi activement le développement du projet de la Maison du livre et du patrimoine et sa gestion administrative, en partenariat avec la Direction générale de projet mise en place par la CPCL et le bureau mandaté par la CPCL pour l'aide à la maîtrise de l'ouvrage. Le dossier d'enquête sera déposé au printemps 2015 indépendamment des autorisations fédérales pour le pont et cantonales pour le plan de quartier.

### Pour le patrimoine CPCL – COLOSA

A la route du Pavement 41 à 63, le projet de construction de trois immeubles « Minergie » de 99 appartements, après démolition des immeubles existants, a été validé et le niveau des loyers a été fixé par la Division logement de l'Etat de Vaud. Un appel d'offres de mandataires techniques, effectué fin 2014, devrait permettre de finaliser le dossier de demande de permis de construire à fin mars 2015.

L'étude pour la rénovation lourde des immeubles sis à la rue de la Borde 45-47-49-49 bis et à la rue des Crêtes 26-28 a débuté et comprendra l'isolation des bâtiments, conformément à la nouvelle réglementation de la loi sur l'énergie. Une densification de la parcelle de la rue des Crêtes est à l'étude.

Le permis de construire relatif à la peinture murale de l'artiste Zep sur le pignon ouest de l'immeuble sis à la rue Cheneau-de-Bourg 2 a été délivré. Les travaux sont prévus dès le mois d'avril 2015.

## BUREAU DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

En 2014, la section durabilité et économie de la construction a été renommée « bureau de développement immobilier ».

*Projets réalisés, en chantier ou en développement en 2014 sur parcelles communales, terrains publics ou dans le cadre de l'opération « 3'000 logements ».*

L'unité a contribué dans le cadre de l'opération « 3'000 logements » à la construction et au développement de 18 projets, totalisant 1'813 logements, soit 75 réalisés, 755 en chantier et 983 en cours de développement.

Le tableau ci-dessous présente les nouveaux logements livrés, mis en chantier ou en développement en 2014 :

Nom du projet	Programme	Statut
Le Communet	16 logements en PPE (sur DDP)	Livré début 2014
Chemin de Bonne-Espérance 30-32	59 logements (40 subventionnés + 19 régulés)	Chantier achevé, livraison début 2015
Avenue de la Sallaz	29 logements (régulés)	Chantier en cours, livraison 2015
Avenue de Morges 139	104 logements (1/4 PPE ; 3/4 location : subventionnés, régulés et protégés)	Chantier en cours, livraison 2015
Les Fiches (lot 7 - CPCL)	133 logements marché libre, dont 17 réservés aux seniors	Chantier cours, livraison 2016
Les Fiches (lots 8 + 9 - SILL)	131 logements (subventionnés/ régulés/PPE)	Chantier en cours, livraison 2016
Chemin de Bochardon 11-13	13 logements (régulés en coopérative d'habitants)	Permis accordé, en attente DDP, livraison 2016
Pra-Roman Nord	88 logements (régulés en coopérative d'habitants)	Mise à l'enquête fin 2014, ouverture chantier 2015
Avenue de Sévelin	70 logements subventionnés 90 chambres pour étudiants	Mise à l'enquête fin 2014, ouverture du chantier 2015 – livraison 2017
Sébeillon Est (réalisation privée suivie par le SLG)	358 logements en location (marché libre)	Chantier en cours, livraison 2016
Rte du Pavement	99 logements (subventionnés)	En cours de développement
Réservoir du Calvaire	160 logements (subventionnés et régulés)	En cours de développement
Les Fiches (lot 11 - SILL)	192 logements (subventionnés, régulés, étudiants et PPE)	Mise à l'enquête fin 2014, ouverture chantier 2015
Les Fiches (lot 6 - FLCL)	24 logements (subventionnés)	Mise à l'enquête fin 2014, ouverture chantier 2015
En Cojonnex (SILL)	99 lits pour étudiants (collocation)	Concours d'architecture jugé, en cours de développement
En Cojonnex (SCHL)	40 logements (régulés)	Concours d'architecture lancé
Rue du Jorat – Pont Rouge	42 logements (régulés + PPE)	Concours d'architecture jugé, en cours de développement
Avenue de Morges 58	66 logements (subventionnés, régulés et marché libre)	En cours de développement

### Métamorphose

Engagé dans la direction de projet Métamorphose et assumant la coresponsabilité du site des Plaines-du-Loup, le bureau de développement immobilier a participé aux avancements marquants suivants :

- définition d'un processus d'attribution des lots du quartier des Plaines-du-Loup et rédaction du rapport-préavis N° 2014/50 (« Métamorphose - Critères et modalités d'attribution des parcelles de l'écoquartier des Plaines-du-Loup - Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin et consorts ») ;
- participation à l'établissement du plan partiel d'affectation 1<sup>1</sup> (PPA) en coordination avec la direction de projet Métamorphose ;
- pilotage de la mise à jour du concept énergétique des Plaines-du-Loup dans le cadre du PPA 1, du rapport d'impact et de l'article 47 l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire (OAT) ;
- participation aux ateliers organisés sur les Prés-de-Vidy et aux réflexions devant aboutir au futur programme de ce site.

### PPA et plans de quartier

Le bureau de développement immobilier a collaboré aux réflexions menées dans le cadre de la planification des quartiers du Vallon et de Malley-Centre.

### Partenariat interservices

Le bureau a été sollicité pour accompagner la durabilité et l'économicité de quatorze projets de construction ou de rénovation : Aquatis, Berne 7, les collèges de Montblésson, des Fiches et de Petit-Vennes, Borde-Crêtes, Entrebois 13-17, Industrie 6, Sauges 18, Diablerets 11, projet de la Fédération internationale de tir à l'arc, la Maison du livre et du patrimoine, Pavement 41 à 63 et Saint-Martin 16-18.

Il a également collaboré à l'établissement de la priorisation des travaux dans le cadre de l'assainissement du patrimoine financier.

<sup>1</sup> Le PPA 1 couvre la zone allant du nord du parking du Vélodrome au sud de la parcelle du Service des automobiles et de la navigation et a pour but de permettre la construction de la 1<sup>ère</sup> étape de l'écoquartier des Plaines-du-Loup.

## Mandats externes

Le bureau est amené à réaliser des prestations rémunérées visant à évaluer la durabilité des projets dans le cadre de concours d'architecture et/ou d'urbanisme. Ainsi, le mandat d'assistance à maîtrise d'ouvrage en termes de durabilité octroyé par l'Ecole hôtelière de Lausanne s'est poursuivi en 2014. Enfin, le bureau a réalisé le concept énergétique associé au plan de quartier Malley-Gare (CFF).

## SMEO, outil de management de la durabilité

A ce jour, le site [www.smeo.ch](http://www.smeo.ch) compte plus de 4'500 utilisateurs actifs dont un tiers d'Alémaniques. L'année 2014 a permis de dispenser, en partenariat avec Sanu future learning S.A., six cours de formation à la nouvelle version intégrant la « Société à 2'000 watts » ainsi qu'une prise en charge des aspects économiques et financiers des projets immobiliers.

## Communication

Les principales actions ont été menées dans les domaines suivants :

- membre du comité de direction de l'Association Eco-Bau et du groupe Développement durable du canton de Vaud ;
- communication sur le retour d'expérience du projet 3'000 logements durables et, plus largement, des réalisations de constructions menées et planifiées par la Ville (séminaire WWF sur l'aménagement durable du territoire ; tables rondes organisées par l'association Ecoquartier ; conférence CPI-Yverdon sur SméO ; débat 2'000 watts organisé par G21 ; présentation du quartier des Plaines-du-Loup ARENE Paris, etc.).

## SERVICE DES BIBLIOTHÈQUES ET ARCHIVES DE LA VILLE (BAVL)

### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

#### Politique du livre

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de la politique du livre et de la lecture

#### Bibliothèques

- politique documentaire : organiser et gérer l'offre documentaire du réseau des bibliothèques en fonction des publics, de leurs pratiques et des transformations de l'environnement éditorial
- services au public : organiser l'accueil des différents publics pour offrir un service de qualité
- médiation : proposer un programme d'animations et d'expositions pour tous les publics ainsi que des accueils de groupes, notamment scolaires
- préservation courante des collections : organiser les travaux de reliure et d'entretien ainsi que l'équipement des documents destinés au prêt

#### Archives de la Ville

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées. Constitution d'archives historiques et action pour une bonne gouvernance documentaire au sein de l'administration
- services au public : offrir un accueil de qualité pour guider, informer et soutenir les différents publics
- médiation : proposer des animations publiques ou pédagogiques
- gestion d'une bibliothèque et d'une documentation d'intérêt scientifique et patrimonial sur Lausanne et sa région
- gestion d'un centre de numérisation pour la préservation et communication des archives historiques notamment

#### Centre BD de la Ville

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Constitution d'archives historiques et de collections de référence
- centre de compétence et de mise en valeur des fonds pour recherches, expositions et manifestations publiques, notamment avec le festival lausannois BD-FIL

## EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre BD de la Ville	1.30	1.30	1.30	1.30
Les Archives de la Ville	7.40	7.40	7.40	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	42.33	42.33	42.93	42.13
Total service	51.03	51.03	51.63	50.83

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
Unité administrative	
Total service	+ 0.60

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Centre BD de la Ville	2	1.30	2	1.30
Les Archives de la Ville	8	7.40	8	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	60	42.33	61	42.13
Total service	70	51.03	71	50.83

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s**

	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
Unité administrative		
Archives de la ville	1	1
Les Bibliothèques de la Ville	1	1
Total service	2	2

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	4	6

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	4

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Le 10 avril 2014, quinze mois après l'incendie criminel qui avait dévasté les bureaux de la bibliothèque Chauderon, le personnel a réintégré ses locaux et libéré la salle de lecture, rendue au public. Ainsi s'est tournée la page d'un événement pénible qui a toutefois permis de repenser l'organisation spatiale des bureaux et d'offrir une salle de lecture plus attrayante. Par ailleurs, les bibliothèques ont pu déployer une offre numérique encore inédite : presse internationale en ligne, lancement pilote de prêt de e-books, prêt sur place ou à domicile de tablettes et liseuses. Enfin, des initiatives hors les murs ont été menées avec succès afin de valoriser l'offre publique et encourager la lecture : à la Riponne, sous le titre « Bouquet d'histoires », les bibliothèques ont proposé du mois de juin à octobre, un espace de lecture quotidien avec animation tous les week-ends, tandis que les bibliothécaires ont pu renouveler leur opération « les pieds dans l'eau, la tête dans les livres » à la piscine de Bellerive, durant quatre semaines entre juillet et août.

Dans ce contexte, on relève une augmentation de 3% de la part quantifiée des prestations au public (901'000 prêts contre 874'000 en 2013) et une hausse proportionnelle du nombre de lecteurs actifs (23'713 personnes).

Sur le volet patrimonial, l'année 2014 a été caractérisée par une belle vitalité, avec 2'183 prestations relevées aux Archives (+10%), la co-organisation de l'assemblée générale des archivistes suisses, une présence active à la Nuit des Musées tandis que le Centre BD a produit une exposition au Forum de l'Hôtel de Ville dans le cadre de BD-FIL 2014 tout en assurant l'organisation de la procédure de nomination du nouveau directeur du festival.

Enfin, la concrétisation de la politique du livre ouvre une ère nouvelle pour le service dont l'action culturelle se trouve ainsi confortée et valorisée à l'échelle régionale, en cohérence avec le projet de Maison du livre et du patrimoine.

Les faits marquants se résument ainsi :

- déménagement du personnel dans les locaux de Chauderon 11 et réouverture de la salle de lecture, célébrée par une manifestation publique (« Signes de feu » par Muma) ;

- projet de Maison du livre et du patrimoine au Flon : adoption du plan de quartier par le Conseil communal, passage à la phase projet du point de vue architectural. Le service a engagé dès septembre un architecte comme chef de projet afin de coordonner et planifier les aspects logistiques et mobiliers avec les différents partenaires du projet, en vue des appels d'offre et du déménagement. L'analyse interne des coûts et le planning du déménagement des sites concernés (14 km linéaires) sont achevés ;
- projet de bibliothèque à La Sallaz : suivi de la construction avec les architectes, repérages mobiliers, planification des opérations pour déménagement de la bibliothèque Grand-Vennes en décembre 2015 ;
- politique publique du livre : adoption du rapport-préavis N° 2014/18 (« *Pour une politique publique du livre et de la lecture – Réponse au postulat de Mme Caroline Alvarez* »). Lancement du prix des lecteurs (Lire à Lausanne) avec programmation de rencontres avec les auteurs et gestion d'une page facebook. Gestion des demandes de soutien à l'édition dès octobre. Mise au concours du poste de délégué à la politique du livre ;
- système informatique du réseau des bibliothèques : adoption du préavis N° 2013/52 (« *Remplacement du système de gestion de l'information des bibliothèques de la Ville de Lausanne* »). Rédaction des cahiers des charges (logiciel, technologie RFID) pour lancement des marchés publics en 2015 ;
- gouvernance documentaire de l'administration : phase de rédaction conjointe avec le Service d'organisation et d'informatique (SOI) d'un préavis pour concevoir et implanter une gestion documentaire efficace au sein de l'administration ;
- communication du service : rédaction de missions et charte du service. Communication sur les animations et la programmation des activités culturelles du service, déclinée sous la forme de flyers, d'affichettes, d'affiche mondiale (Signes de feu), de guides pour les bibliothèques et le Centre BD, voire pour l'extérieur, de bâches et drapeaux imprimés. Signalétique des bâtiments complétée avec enseigne à potence de la Bibliothèque Jeunesse. 45 animations ont bénéficié d'une communication produite à l'interne selon la charte graphique. La diffusion passe non seulement par les sites du service mais par la diffusion, par publipostage ou dépose en divers lieux publics, de près de 1'500 flyers grâce aux apprentis du service pour chaque animation importante. Mise en ligne des informations non seulement sur le site [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) mais aussi sur divers agendas culturels numériques ou imprimés par des tiers. Le service a été sollicité pour soutenir ou participer à plusieurs productions filmiques : Fernand Melgar (l'Abri), Stéphanie Chuat et Véronique Reymond (A livre ouvert), Olivier Zuchuat (film sur Matthias Langhoff), Eric Burnand et Malik Melihi (C'était mieux avant – l'Expo 64).

## POLITIQUE DU LIVRE

L'élaboration de la politique du livre, concrétisée par l'adoption du rapport-préavis N° 2014/18, a permis d'engager rapidement des mesures concrètes impliquant toutes les unités du service. La mise en place de la première édition du prix des lecteurs a constitué le premier jalon, avec, au menu, la création d'une ligne graphique et d'outils de communication (site web, page Facebook), la sélection de six auteurs et du président du jury, l'appel à candidature pour faire partie du jury, l'organisation de rencontres publiques avec les auteurs.

Le service a repris la gestion, dès le mois d'octobre, du soutien à l'édition, confiée jusqu'ici au Service de la culture, en adoptant les principes énoncés dans le préavis.

Enfin, le poste de délégué-e à la politique du livre a été repourvu.

En parallèle, les actions internes relevant de la politique du livre méritent d'être relevées :

- présentation du livre « *Era uma vez... uma casa* » en présence de l'écrivaine Dulce Rodrigues. Lecture et verre de l'amitié ont été organisés en collaboration avec le consulat du Portugal de Genève dans les locaux de la Bibliothèque Jeunesse, devant soixante enfants ;
- une exposition virtuelle a été réalisée par les Archives avec l'aide d'un apprenti médiamaticien en formation à la Ville de Lausanne, dans le cadre d'un stage. Intitulé « *Lire à la chandelle* », ce projet permet de découvrir, avec accès numérique direct aux ouvrages, les œuvres possédées par trois Lausannois de la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle ;
- enfin, la patrimonialisation des œuvres d'intérêt lausannois, menée dans le cadre d'une démarche de service, s'est concrétisée par 400 versements à la bibliothèque des Archives de la Ville.

## BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE

### Faits marquants

- Ressources humaines : deux nouvelles cheffes de groupe ont été engagées (bibliothèque Jeunesse et d'Entre-Bois). Ateliers menés avec les bibliothécaires du réseau pour analyser les valeurs et les attitudes à promouvoir pour l'accueil des publics qui ont débouché sur la rédaction des missions et d'une charte d'accueil affichée dans tous les sites.
- Remise en service des bureaux de Chauderon, réouverture de la salle de lecture dans un nouveau dispositif d'accueil plus convivial, remise en fonction des postes internet fixes avec gestion d'accès pour limiter les frictions entre usagers.
- Activité de prêt : la bibliothèque de Chailly, le bibliobus et la bibliothèque Chauderon ont connu des hausses significatives de l'activité de prêt en 2014. Pour les autres sites, on constate une stabilité du volume des prestations, à la réserve de Montriond dont l'érosion des prêts n'a pu être enrayerée malgré des mesures prises tant en matière d'accueil que d'offre. Il convient de relever que l'offre vidéo représente 10% du volume des emprunts. Les prestations numériques constituent désormais une réalité de l'offre des bibliothèques (presse en ligne, e-books, prêts de tablettes et liseuses).

- Actions hors les murs : la prestation « Livres à domicile » en partenariat avec le Mouvement des Aînés pour faciliter le prêt de livres en faveur de personnes à mobilité réduite a fait l'objet de discussions avec la Bibliothèque cantonale pour instaurer une démarche commune dès 2015. Pour la deuxième année consécutive, la piscine de Bellerive a permis, durant quatre semaines, d'offrir des animations quotidiennes pour les enfants et de proposer livres et magazines aux baigneurs de tous âges. Le succès s'est confirmé en dépit de la mauvaise météo. Par ailleurs, dans le cadre du projet touchant la revitalisation de la place de la Riponne, la bibliothèque a géré un container avec terrasse sept jours sur sept, durant toute la durée du festival Lausanne Jardins (14 juin - 11 octobre). Cette action - bien suivie par les familles notamment les week-ends où l'association « La Suisse raconte » offrait des animations - a participé de la belle ambiance qui a régné sur cet espace durant ces quelques mois. L'équipe de Montriond a poursuivi le projet « 123 Albums », occasion de rencontres entre classes du secondaire (accueil d'allophones, classes à effectifs réduits, voie O) et personnes âgées en établissement médico-social (EMS)/ unité d'accueil temporaire (UAT) ou appartements protégés, huit classes et cinq institutions (EMS, EMS psycho-gériatrie, UAT, appartements protégés) ont activement participé tandis que ce type d'activité a été présenté à un groupe « Femmes » d'Appartenance.
- Formation : l'apprentie a bénéficié d'un stage dans un centre de documentation. Les bibliothèques ont accueilli cinq stagiaires (pré-HES, huit en 2013) et vingt personnes (treize en 2013) ont bénéficié de la « Semaine découverte » impliquant sept institutions documentaires lausannoises pour faciliter leur orientation ou leur reconversion professionnelle. Une adjointe intervient régulièrement comme experte aux examens de fin d'apprentissage.
- Le chef de service est membre des comités de fondation et d'association suivants : Association BiblioVaud, Fondation pour la promotion de la bande dessinée, Fondation C.-F. Ramuz. Il est également intervenu comme mandant dans un mémoire de master de la HES Genève et a été invité à y donner des séminaires. Invité par la rédaction d'une nouvelle revue en ligne (Forum lecture), pour un numéro consacré à l'avenir des bibliothèques, il a rédigé une contribution représentant la vision et démarche du service à l'horizon 2025 (à paraître en 2015).

### Services au public et politique d'accueil

- Lecteurs actifs : 23'713 (2013 : 23'039)
- Nouveaux inscrits : 4'027 (2013 : 3'699)
- Nombre de prêts et prolongations : 901'609 (Chauderon : +41%, bibliothèque Jeunesse : +25%)
- Moyenne de prêts par jour d'ouverture : 3'608 (2013 : 3'494)
- Moyenne d'emprunts par lecteur dans l'année : 38 (2013 : 38)

### Accès à distance

- Consultations des comptes personnels : 91'849 (2013 : 82'990)
  - dont prolongations : 30'007 (2013 : 24'803)
- Recherches en ligne dans le catalogue : 331'680 (2013 : 334'072)

### Gestion des collections et vie du réseau des bibliothèques

L'évolution de la volumétrie offerte au public est le reflet d'une réflexion approfondie pour définir la politique documentaire du réseau. Il s'agit de proposer une offre de qualité en adéquation avec les besoins des publics. Suite aux constats faits sur la situation de chaque site du réseau, un vaste chantier de rééquilibrage du volume de la collection en regard de son utilisation a été ouvert afin de garantir un accès attractif et aéré aux rayons (fixation d'objectifs à remplir par domaine thématique, rajeunissement de l'offre, mise en avant des nouveautés, des productions suisses ou des coups de cœur des bibliothécaires, repositionnement des rayons dans l'espace pour créer des synergies thématiques, etc.).

Ce travail implique l'ensemble des bibliothécaires et se fonde sur des indicateurs quantifiés. Mené par étapes, le travail s'est concentré sur la bibliothèque Chauderon en 2014. Il s'est traduit par des résultats positifs en termes de prêts sur les domaines analysés. Pas à pas, les bibliothécaires s'adaptent à de nouvelles méthodes de travail, plus exigeantes par leur formalisation mais indispensables pour le développement futur des bibliothèques.

Une offre touchant l'orientation professionnelle des jeunes a été mise en place à la bibliothèque Jeunesse tandis qu'une collection vidéo de fiction a également été introduite pour les moins de quinze ans sur ce site.

### Evolution nette de l'offre documentaire des bibliothèques

	2014		2013		2012		2011	
	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis
Chauderon Adultes	92'764	15'199	101'153	14'916	102'973	10'538	109'372	11'115
Bibliothèque Jeunesse	55'194	5'978	61'425	5'371	61'924	5'013	60'328	5'098
Entre-Bois	26'340	3'425	26'787	3'782	27'039	2'892	29'455	3'188
Montriond	31'592	4'190	32'943	4'991	33'961	3'243	37'074	3'564
Grand-Vennes	24'350	3'055	26'384	3'429	26'457	2'421	26'115	3'341
Bibliobus	7'680	982	8'409	1'373	8'370	994	6'827	927
Chailly	8'844	1'271	8'385	1'532	7'885	674	7'602	688
Magasin	69'298	31	69'518	15	70'559	30	81'272	28
<b>Total</b>	<b>316'062</b>	<b>34'131</b>	<b>335'004</b>	<b>35'409</b>	<b>339'168</b>	<b>25'805</b>	<b>358'045</b>	<b>27'949</b>

## Reliure et entretien des livres

En 2014, l'atelier de reliure a traité 22'708 livres neufs (2013 : 22'081) et effectué 595 réparations (2013 : 514) pour éviter d'éliminer des livres encore empruntés par le public. Le personnel de l'atelier de reliure participe toujours activement à la préparation matérielle des expositions.

## Programme culturel des bibliothèques

Indépendamment des actions hors les murs, le programme gratuit d'activités culturelles est présenté à travers un agenda édité chaque semestre. En 2014, 96 « rendez-vous » ont été programmés qui s'efforcent toujours de faire le lien avec l'offre documentaire : expositions, concours, lectures, contes, ateliers et animations sont organisés dans tous les sites du réseau, très souvent en partenariat avec d'autres acteurs culturels ou sociaux. Il faut citer : le Service d'accueil de jour de l'enfance, le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI), Pro Familia Vaud, les maisons de quartier sous-gare, de Chailly et de Prélaz, les ludothèques Pinocchio et Le Dé blanc, les associations L'oreille qui parle, Osons les livres, Né pour lire, l'Association vaudoise des écrivains (AVE), l'Association des jeunes auteurs romands (AJAR), l'ONG « Maison Chance », Payot libraire, le Musée suisse du Jeu et le Musée de la machine à écrire, le théâtre Escarboucle, l'Institut suisse jeunesse et médias (ISJM), l'association de jeux de rôle Space Fridge, le guide Pierre Corajoud, les artistes Muma, Stéphane Blok et Leslie Mumezaki ainsi que les conteuses Isabelle Jacquemain, Barbara Sauser et Claire-Anne Magnollay.

## Accueil de classes et animations autour de la lecture pour la jeunesse

L'action culturelle se conjugue à une offre destinée aux jeunes, dès la naissance. Classes, centres de vie infantine, accueil pour enfants en milieu scolaire et unité d'accueil temporaire pour enfants en situation de handicap sont régulièrement reçus. En 2014, 973 visites (907 en 2013) ont été dénombrées, dont 345 à la bibliothèque Jeunesse, 427 à Montrond, 75 à Grand-Vennes, 85 à Entre-Bois, 30 à Chailly et 11 accueils à Chauderon.

La responsable de la bibliothèque Jeunesse participe à la mise en place d'un projet commun avec les ludothèques lausannoises et le Service de la jeunesse et des loisirs.

La responsable du site d'Entre-Bois participe régulièrement aux séances d'un groupe rassemblant les différents acteurs du quartier (assistante sociale de l'établissement d'Entre-Bois, travailleurs sociaux hors murs, bibliothécaire scolaire, animateurs du centre socioculturel) afin de mieux coordonner les activités proposées.

## LE CENTRE BD DE LA VILLE

### Collections et inventaires

Le travail se distribue entre catalogage des nouvelles publications et traitement des fonds constitués au fil du temps. Les inventaires, récolement et conditionnement de différents périodiques ont été menés : plus de 4'600 fascicules de *Spirou* (1938-2010) auxquels s'ajoutent 300 recueils ont été traités. Les périodiques *Circus* (1975-1989) et *A suivre* (1978-1997) ont également été analysés.

Un important fonds des éditions Marvel, fort de plusieurs milliers d'exemplaires offrant des séries très hétérogènes, a été trié pour permettre son inventaire.

Les collections se sont enrichies à travers dons et achats. A relever notamment des planches originales du dessinateur suisse David Boller, différentes séries de périodiques (Globi, newspapers américains, Fliegende Blätter et autres périodiques allemands) ainsi que des bandes dessinées en langue arabe. Au total, vingt personnes ont activement contribué à l'enrichissement du fonds.

### Soutien à des expositions

- Cartoonmuseum, Bâle – Going West! Der Blick des Comics gen Westen : 04 août – 02 novembre 2014
  - prêt de 24 documents
- Festival Rencontre du 9<sup>e</sup> Art, Cité du Livre, Aix-en-Provence – Alan Moore : 01 avril – 10 mai 2014
  - prêts de 88 documents
- Bibliothèque publique et scolaire d'Yverdon-les-Bains – Comme du papier à musique : 08 octobre – 23 décembre 2014
  - prêt de 32 planches originales de l'album « Presque la même chose » d'Alex Baladi
- Noord-Hollands Archief – Oolog op papier – Prenten en foto's uit de Eerste Wereldoorlog : 02 mai – 04 juin 2014
  - prêt de 16 documents sur la Première Guerre mondiale
- Inktzwart - Eerste Wereldoorlog herdacht in strips en cartoons : Vishal : 26 mai – 22 juin 2014
  - prêt de 16 documents sur la Première Guerre mondiale
- Bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds – La BD avant l'album : 09 mai – 19 juillet 2014
  - prêt de 32 documents

## BD-FIL

Le chef de service, en tant que membre du Conseil de fondation, a été chargé de l'organisation de la procédure de recrutement du directeur du festival. Au terme de la procédure, une commission ad hoc a retenu la candidature de M. Dominique Radrizzani qui a été engagé dès le mois de juillet, pour faciliter la transmission des dossiers.



Comme les années précédentes, le Centre BD a soutenu la direction de BD-FIL par le prêt de documents pour les expositions Gotlib et Trondheim. Le bibliothécaire du Centre a été convié à participer au jury du concours Dessinateurs de demain, organisé par BD-FIL.

Pour la première fois de son histoire, la direction de BD-FIL a coproduit une exposition du Centre BD sous la forme d'une carte blanche. Le Centre BD a donc pu présenter au Forum de l'Hôtel de Ville une exposition autour de l'onomatopée (« Tacatacatac ! L'onomatopée interroge la bande dessinée : 5 – 14 septembre 2014 »). Cette exposition proposait une réflexion à la fois patrimoniale et ludique sur une thématique emblématique de la bande dessinée. 1'500 visites ont été dénombrées.

De manière synchrone, le guide de présentation du Centre BD a été édité. Ce livret a bénéficié du travail original d'Exem, dessinateur de bande dessinée, spécialement mandaté pour cette opération.

## **Recherche**

L'équipe de recherche des universités de Lausanne et Fribourg, financée par le Fonds National Suisse (FNS), a poursuivi son travail sur la sérialité à partir de périodiques français des années 1945-1959, conservés par le Centre BD. Huit étudiants (HES, Université ou EPF), trois gymnasiens et un professeur de secondaire ont sollicité les collections du Centre pour nourrir des travaux de master, de maturité ou des séminaires.

Le conservateur du Centre BD a été fonctionné comme juré pour six travaux de masters ou de maturité.

Une recherche de master de la HES Genève a été soutenue sur mandat du Centre BD (« Les archives de la bande dessinée. Eléments d'analyse pour la mise en place d'une démarche d'acquisition de fonds d'archives de la bande dessinée par le Centre BD de la Ville de Lausanne »).

## **ARCHIVES DE LA VILLE DE LAUSANNE (AVL)**

### **Faits marquants**

Le travail mené aux Archives se trouve de plus en plus lié à l'environnement numérique : gestion documentaire, rétro-numérisation, archivage audiovisuel, exposition virtuelle ; dans tous ces secteurs, la gestion des données numériques est désormais au centre des préoccupations et des dispositifs humains et techniques.

Sans changement dans les effectifs, les AVL ont pu toutefois compter sur des forces détachées par des services concernés par des projets importants. Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> mars, un collaborateur à mi-temps a été détaché du service de coordination et du cadastre afin de poursuivre le travail de numérisation des plans de la police des constructions. Pour la rétro-numérisation des fiches du Service du contrôle des habitants, ce dernier a également délégué quatre collaboratrices de février à juin, à raison de quatre demi-journées par semaine.

Le projet de Maison du livre et du patrimoine a encore mobilisé l'équipe pour conditionner les fonds en attente de traitement afin d'anticiper la préparation du déménagement et en faciliter la conduite. 32 fonds d'archives ont été reconditionnés (près de 226 mètres linéaires pour 1'590 cartons).

Enfin, les Archives de la Ville ont accompagné les Archives cantonales pour organiser et accueillir l'assemblée générale de l'association des archivistes suisses au mois de septembre, rassemblant 250 congressistes.

### **Consultation**

1'024 personnes (2013 : 1'064), dont 628 nouveaux inscrits (2013 : 679), ont eu recours aux services des Archives. 2'183 prestations ont été dénombrées (2013 : 1'973). 14% des requêtes émanent de l'administration communale.

### **Animations-Expositions-Recherche**

Les Archives ont été sollicitées pour soutenir sept expositions par des prêts documentaires : Château de Grandson, Villa romaine de Pully, Musée historique de Lausanne, théâtre de Vidy, Centre de quartier des Boveresses, Forum de l'Hôtel de Ville, Ecole Vinet.

Un atelier de généalogie a été proposé dans le cadre du passeport vacances.

L'archiviste adjointe a poursuivi ses accueils pédagogiques sous forme de « découverte » de « L'affaire Nicolas d'Aquino : vivre un procès en 1746 ». Six classes (124 élèves) ont participé cette année.

Enfin, dans le secteur audiovisuel, les Archives ont contribué à l'élaboration et au déroulement d'un projet de projections de films au Capitole dans le cadre de la Nuit des Musées le 27 septembre 2014. Elles ont également réalisé un documentaire sur la famille Demont, fermiers des Saugealles, pour la célébration des cent ans du domaine.

Le chef de service est intervenu dans le colloque organisé pour la célébration du bicentenaire du Congrès de Vienne et a donné une conférence sur invitation de l'Association des Alsaciens-Lorrains de Lausanne.

### **Formation**

Outre le suivi de l'apprentie, trois stagiaires ont été reçus pour des périodes de trois mois (deux apprentis, étudiant HEG). Les Archives ont également été associées à une session des journées « Découverte » organisées par le service.

L'archiviste adjoint a co-organisé un cours interentreprises (« inventaire d'archives ») destiné aux apprentis de la branche (les 24 novembre, 1<sup>er</sup> et 8 décembre, quinze participants).

## **Gestion documentaire administrative**

L'important dossier de la gouvernance documentaire au sein de l'administration communale a mobilisé les énergies. Un préavis en collaboration avec le SOI a fait l'objet d'une première version rédactionnelle et le projet a pu être présenté au comité de pilotage informatique.

A titre d'expérimentation, l'archiviste adjointe a dirigé un projet d'amélioration de la gestion documentaire pour les bibliothèques de la Ville et le Centre BD : ont ainsi été élaborés un calendrier de conservation et une nouvelle arborescence corrélative d'un plan de classement.

Un projet similaire a été mené avec le Service de la jeunesse et des loisirs : élaboration d'un plan de classement, d'un calendrier de conservation et de règles de gestion documentaire à la demande de la cheffe de service. Son déploiement s'est concrétisé durant le second semestre 2014.

En collaboration avec les Archives, le Service du personnel a validé un guide méthodique et un plan de classement/calendrier de conservation à destination du réseau des répondant-e-s en ressources humaines (RRH) ; son entrée en vigueur doit faire l'objet d'une décision municipale.

## **Archives historiques (versements et inventaires)**

Durant l'année, 66 versements (2013 : 65) ont été effectués, dont 22 en provenance de l'administration communale (2013 : 20). Au 31 décembre, les archives privées sont constituées de 713 fonds différents (2013 : 696). 29 inventaires ont été finalisés (2013 : 26). Parmi ces travaux, on relèvera le traitement des archives de l'OCL, de l'association Droit de Cité et des Eclaireurs de Saint-Paul.

La base de données des conventions (actes notariés impliquant la Ville de Lausanne) compte 1089 références pour des actes signés depuis 1994 (2013 : 991).

Huit services et quatre institutions ont sollicité les Archives pour préparer des versements d'archives historiques.

## **Archives audiovisuelles (sons et archives filmiques)**

C'est un fait connu : le cycle de vie des documents numériques représente une gageure pour les archivistes. En 2014, la migration de plus de 120 bandes numériques pour le stockage des fichiers masters (env. 730 Go/bande LTO4) a été effectuée pour tenir compte des évolutions du marché et garantir la pérennité d'accès aux données. Désormais, les masters sont stockés sur bandes LTO6 (env. 2.2 To/bande) en deux jeux physiquement distincts. En sus, les masters sont désormais déposés sur des serveurs « nearline » du SOI. Cette migration a permis de traiter d'ores et déjà 60 To de données.

En 2014, la collection s'est enrichie de 21 To. Ce sont donc 1'160 heures d'images et 682 heures de sons provenant de 18 fonds différents qui ont été traités et, en partie, analysés (2013 : 1'128 heures). Les productions de La Télé (902 heures), les fonds du Théâtre de Vidy, du Conseil communal, de Radio L et de Caux ont occasionné les traitements les plus massifs. Globalement, les traitements ont concerné 46 fonds différents.

2'343 productions vidéos ou sonores sont accessibles en ligne sur la web TV des Archives ([www.dartfish.tv/lausanne](http://www.dartfish.tv/lausanne) ; 2013 : 1446).

L'archiviste en charge des fonds audiovisuels a apporté son expertise technique, exécuté des captations vidéos, réalisé des montages, encodé des clips, assuré des prises de sons pour différents partenaires : Musée romain de Lausanne Vidy, Musée historique de Lausanne, Musée du Service de protection et sauvetage, bibliothèques de la Ville, Corps de police, Service du développement de la ville et de la communication, Service des parcs et domaine, **eauservice**. Hors ville : Association des archivistes suisses, la Radio Télévision Suisse, le Comité international olympique, AJE Communication, La Télé, Nuit des musées, BD-FIL, la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise, Datcha.

Le soutien financier de l'association Memoriav pour les projets de sauvegarde des archives sonores et filmiques de la Fondation Initiatives et Changement (ex-Réarmement moral à Caux) a permis de poursuivre le travail conformément au planning. Les sources filmiques (16 et 35 mm) font l'objet de transferts numériques en haute définition (76 productions pour 17 heures de film). Les sources sonores continuent d'être numérisées et indexées (569 heures).

Le chef de service a publié une contribution sur le développement des archives audiovisuelles lausannoises dans la revue professionnelle suisse Arbido et a présenté une histoire de la « Route Bolex » à l'Exposition nationale 1964 dans le bulletin de l'association Memoriav.

## **Restauration, numérisation**

Le travail de restauration des archives porte désormais sur 1'064 unités documentaires, à savoir registres, affiches, parchemins ou plans (2013 : 1'033).

La protection des originaux par numérisation a donné lieu à 19'272 prises de vue (2013 : 26'754) dont 3'281 plans de police des constructions.

Le programme de rétro-numérisation des microfilms a permis de finaliser la numérisation du fichier du contrôle des habitants. 1.18 millions d'images numériques ont été traitées. Ce sont donc au final 1.8 millions d'images désormais disponibles sur les serveurs et partagées avec le Service du contrôle des habitants pour leurs recherches directes.

## Bibliothèque et documentation

En mars 2014, l'annonce de la décision de la direction de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCUL) de quitter le réseau romand des bibliothèques (RERO) au 1<sup>er</sup> janvier 2017 impacte la bibliothèque des AVL, dont le catalogue de nature scientifique impose le maintien dans le catalogue porté par la BCUL. La bibliothécaire participe au groupe de travail.

Le travail de soutien à la BCUL pour la numérisation des périodiques vaudois s'est poursuivi et s'est traduit par le prêt des titres suivants : *Droit du Peuple*, *Grütli*, *journaux satiriques vaudois*. Une fois numérisés, ces documents sont consultables sur le portail numérique Scriptorium.

La bibliographie lausannoise disponible sur [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) pour des publications antérieures à 2012, est régulièrement mise à jour sur la base de données RERO.

2'094 notices documentaires d'intérêt lausannois ont été créées, intégrant les données livrées par la revue de presse de la Ville, les réponses des archivistes et des numérisations rétrospectives (2013 : 2'816). La base documentaire compte désormais 66'426 références dont 27% sont directement issues de l'argus de presse quotidien.

L'indexation avec accès direct aux transcriptions des séances du Conseil communal par informatique compte - de janvier 1994 au 11 décembre 2012 - 9'535 notices consultables en ligne (2013 : 9'028). Comme en 2013, il convient de relever que le retard de publication du bulletin du Conseil communal ne permet plus d'accéder au contenu officiel des séances postérieures au 25 septembre 2012 et impacte directement le travail d'indexation.

304 titres nouveaux ont rejoint la bibliothèque des Archives (2013 : 367). 60% sont le fait de dons ou sont issus de fonds d'archives. Le catalogage dans la base de données romande a porté sur 595 titres (2013 : 590 titres). Le nombre d'échanges interurbains reste stable.

On relèvera le don de quatre petites éditions précieuses et de très belle facture de l'Almanach de Lausanne pour les années 1806, 1807, 1817 et 1825, qui viennent enrichir le fonds patrimonial lausannois.